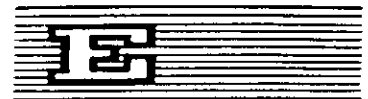




**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

52413



Distr.: LIMITEE

ATRCW/PADIS/EGM/89/5  
4 mai 1989

FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Réunion du groupe d'experts  
sur la création d'une banque de données  
sur la femme et le développement en Afrique

Addis-Abeba  
15-19 mai 1989

**BESOINS ET RESSOURCES EN MATIERE D'INFORMATION**  
**SUR LA FEMME EN AFRIQUE \***

---

\* Cette étude a été réalisée pour le compte de la Commission économique pour l'Afrique par Helen K. Kolbe et Rita Pankhurst, consultantes auprès de la CEA.

## I. INTRODUCTION

1. Afin d'étudier les besoins et ressources en matière d'information sur la femme en Afrique, et conformément au cadre de référence défini dans le descriptif de projet RAF/88/W07 du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), deux consultantes ont effectué des missions sur le terrain dans quatre pays africains. Le choix des pays a porté sur des pays anglophones, francophones et arabophones qui s'intéressaient particulièrement aux questions relatives à la femme, et qui avaient désigné un centre national participant au Système panafricain de documentation et d'information (PADIS). En outre, un cas particulier a été étudié dans un cinquième pays; il s'agit d'une institution régionale intergouvernementale qui accorde une importance particulière à l'information sur la femme et le développement.

2. Ces missions avaient pour objectif de dresser un tableau des ressources et des besoins en matière d'information sur la femme et le développement afin d'avoir une idée de la situation dans l'ensemble de la région.

3. Le présent document rend compte des résultats des missions effectuées par les consultantes au Botswana, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Egypte et au Sénégal en février-mars 1989.

4. Dans les pays étudiés, les ressources et besoins en matière d'information présentent certaines similitudes et quelques différences. Toutefois, l'utilité pour ces pays de la banque de données et du réseau d'information sur la femme et le développement, tels que ceux dont la création est actuellement envisagée par la CEA avec un financement initial fourni par UNIFEM, et dont la mise en oeuvre serait assurée conjointement par le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) et le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS), ne fait aucun doute.

## II. EGYPTE

### A. Historique de la situation relative à la femme et au développement

5. Dans le cadre de la société égyptienne, des efforts ont, depuis longtemps, été déployés en vue d'améliorer la condition de la femme et de réduire les inégalités entre les sexes. Depuis le début de ce siècle, le mouvement en faveur des femmes en Egypte défend les droits juridiques, sociaux et politiques de la femme égyptienne.

6. Des progrès ont été enregistrés mais beaucoup reste à faire. Par exemple, selon le Centre de recherche en matière d'éducation, les statistiques au niveau national indiquent que 78 % des femmes de 15 ans et plus sont illettrées, ce pourcentage atteignant 80 à 90 % dans certaines zones rurales. En outre, la mortalité maternelle est de 85 pour 100 000, contre 14 en Grèce, 50 en Jordanie et 15 au Koweït.

7. Dans la Constitution de 1971, la question de l'égalité entre les sexes est prise en compte: l'accent est mis sur l'égalité dans le domaine de l'emploi et du travail et sur la nécessité de fournir des services aux femmes qui travaillent afin de leur permettre de mieux concilier leurs rôles de productrices et de génitrices. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG) ainsi que quelques entreprises commerciales offrent des services aux femmes qui travaillent. Toutefois, il reste beaucoup à faire et il serait utile à cet effet de disposer de meilleures statistiques sur les femmes dans la population active. Les nombreuses femmes qui travaillent dans le secteur non structuré ou comme ouvrières agricoles non rémunérées ne sont pas incluses dans les statistiques de main-d'oeuvre.

8. Un rapport de 1973, réalisé par le Centre national de recherche en sociologie et en criminologie sur la "condition de la femme vue sous l'angle de la fécondité et de la planification de la famille en Egypte", constate que, bien que de nombreux facteurs influent sur la condition de la femme dans les différents milieux culturels ayant fait l'objet de l'étude, les deux principaux facteurs sont le niveau d'instruction de la femme et son activité professionnelle.

9. En 1975, un Comité permanent sur la condition de la femme a été créé en vue de promouvoir l'égalité entre les sexes. Le comité a été réorganisé par décret gouvernemental en 1978 et est devenu la Commission nationale pour la femme. La Commission est composée de représentants de tous les secteurs ministériels et des organisations non gouvernementales ainsi que d'experts. Elle comprend cinq comités qui exécutent son programme de travail. La direction de la condition de la femme au Ministère des affaires sociales assure le secrétariat technique de la Commission. La Commission a défini une politique nationale de promotion de la femme égyptienne sur les plans culturel, social et économique, qui a été approuvée par les différents ministères techniques. Cette politique met l'accent sur l'égalité devant la loi, l'élimination de l'analphabétisme et la fourniture de services afin de permettre à la femme d'assumer ses différents rôles de façon plus efficace.

10. Le Ministère des affaires sociales joue un rôle essentiel dans la satisfaction des besoins des femmes égyptiennes et la recherche de solutions à leurs problèmes. Il est dirigé par la seule femme membre du gouvernement égyptien, qui est également Ministre de la sécurité sociale et le plus ancien membre du gouvernement.

11. Le Ministère des affaires sociales a été créé en août 1939 afin d'aider les ONG qui jouaient un rôle actif dans la société depuis le dix-huitième siècle. A l'heure actuelle, on compte environ 14 000 ONG dans l'ensemble du pays. Dans presque chaque village, il existe une association locale de développement. Toutes les ONG sont inscrites au Ministère des affaires sociales, au niveau des directions générales ou des directions. La plupart des ONG ont des activités en faveur des femmes et des enfants. Les plans quinquennaux nationaux allouent des fonds aux ONG pour les aider à exécuter leurs projets.

12. Parmi ses nombreuses activités, le Ministère des affaires sociales a mis en place un programme de formation d'animatrices rurales, El Raida El Rifia, et des clubs de femmes rurales. Ses programmes de "familles productrices" proposent des activités génératrices de revenus aux femmes rurales. Sa direction de la condition de la femme étudie la législation existante et propose les modifications nécessaires afin d'assurer la prise en compte des questions relatives aux femmes, exécute les programmes de coopération internationale et assure le suivi des recommandations des conférences internationales.

13. Le Ministère des affaires sociales travaille, en collaboration avec un certain nombre d'institutions du système des Nations Unies, sur plusieurs projets de promotion de la femme visant à accroître leur participation au processus de développement en Egypte. Le 20 avril 1988, la première réunion interinstitutions des Nations Unies sur la femme et le développement à se tenir dans le pays a été organisée et présidée par le Représentant résident du PNUD au Caire. Des représentants de l'OIT, de l'UNICEF, du PAM, du FNUAP, de l'OMS et du PNUD ont participé à la réunion et ont présenté un panorama de leurs stratégies et activités en cours ou programmées en Egypte concernant les femmes en tant qu'agents et bénéficiaires des programmes et projets de développement. De l'avis général, une approche collective des questions relatives à la femme et au développement valoriserait les activités de chaque institution.

14. Dans le cadre de ses activités visant à trouver des solutions efficaces aux problèmes d'intégration de la femme au développement et à maximiser les activités de programmation, le PNUD travaille en collaboration avec un Groupe consultatif bénévole de femmes égyptiennes cadres. Ce groupe comprend des cadres des médias (presse écrite et télévision), du développement social, des carrières scientifiques, de la politique, des affaires, de l'administration, de la santé, de l'informatique et de l'horticulture. Les réunions entre le Groupe consultatif bénévole et le PNUD ont permis de définir une approche commune des concepts relatifs à la femme et au développement et d'identifier les domaines d'actions prioritaires comme suit:

Concepts relatifs à la femme et au développement:

- a) Tant que les préoccupations d'ordre économique et d'équité sont compatibles, le PNUD aborde les questions relatives aux femmes sous l'angle économique;
- b) Les concepts relatifs à la femme et au développement dans le contexte égyptien sont axés autour du bien-être de la famille;
- c) L'intégration des concepts relatifs à la femme et au développement dans les programmes et projets généraux de développement est préférable au financement d'activités distinctes.

Domaines d'actions prioritaires

- a) Intégration, s'il y a lieu, d'éléments relatifs à la femme et au développement dans les projets globaux de développement en cours ou programmés;
- b) Programmes visant à supprimer les obstacles à la productivité des femmes, lesquels limitent les possibilités d'emploi des femmes dans le secteur privé, comme, par exemple, l'ouverture de garderies d'enfants;
- c) Programmes en vue de renforcer l'efficacité des ONG s'occupant des besoins des femmes dans les zones urbaines pauvres et dans les zones rurales et des problèmes résultant de la migration des hommes.

15. A la suite d'une réunion tenue en novembre 1987 entre le Directeur du Bureau régional pour les Etats arabes et les programmes européens, l'Administrateur adjoint du PNUD et un groupe de femmes égyptiennes cadres dans les domaines de la politique, des médias, des affaires, des techniques de

pointe et de l'informatique, le PNUD est arrivé à certaines conclusions concernant la femme et le développement en Egypte. Notamment, les concepts relatifs à la femme et au développement en Egypte devaient être axés sur le rôle de la femme au sein de la famille, car la famille était l'unité sociale de base dans les pays arabes et les projets d'intégration de la femme au développement devaient porter sur la satisfaction des besoins des femmes rurales et urbaines dans leur rôle traditionnel consistant à pourvoir au bien-être de la famille. Les projets, selon qu'ils s'adressaient aux femmes rurales ou aux femmes urbaines, devaient comprendre i) des cours élémentaires d'alphabétisation et ii) des programmes d'enseignement élargis menant à des activités génératrices de revenus plus rentables, créatives et complexes. Dans le monde arabe, les projets d'intégration de la femme au développement devaient être évalués du point de vue de leur incidence sociale plutôt que du point de vue du degré d'émancipation de la femme de son rôle traditionnel. Le concept occidental de "libération de la femme" n'était guère applicable à la société arabe et, s'il se réalisait, était synonyme de suicide social.

16. Outre les initiatives du gouvernement égyptien et des institutions des Nations Unies en matière d'intégration de la femme au développement, un certain nombre de projets ou éléments de projets entrant dans le même cadre sont financés par des institutions d'aide bilatérale. Il convient de mentionner en particulier les gouvernements du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et des Etats-Unis d'Amérique. Les projets portent notamment sur l'enseignement et la formation, les activités productrices de revenus pour les femmes rurales et urbaines, la construction de logements à faible coût, l'accès au crédit et la recherche en vue de disposer de davantage d'informations de meilleure qualité sur le rôle et la situation de la femme en Egypte.

#### B. Ressources en matière d'information sur la femme et le développement

17. L'Egypte a apporté une contribution exceptionnelle à la culture du monde, y compris dans le domaine de l'information. La grande bibliothèque d'Alexandrie était célèbre dans tout le monde antique et représente de nos jours le symbole d'une grande civilisation. Dans l'Egypte contemporaine, le Réseau national égyptien d'information scientifique et technique (ENSTINET) utilise des techniques de pointe pour fournir aux chercheurs et dirigeants actuels des données de qualité et des informations pertinentes et à jour en vue de leurs activités de développement.

18. L'ENSTINET, située au sein de l'Académie égyptienne de la recherche scientifique et de la technologie, est un système d'information publique qui couvre actuellement les secteurs suivants: agriculture, énergie, industrie, santé, science et technologie, reconstruction, sociologie et criminologie. Les services de base sont la recherche électronique dans les bases de données et la fourniture de documents. Les noeuds sectoriels d'ENSTINET permettent de rechercher de manière interactive et d'avoir accès à des centaines de bases de données aux Etats-Unis et en Europe et d'aider les utilisateurs à obtenir des photocopies des publications souhaitées. Pour fournir ces services (ainsi que d'autres), l'ENSTINET utilise les ordinateurs et techniques de communication les plus modernes.

19. L'ENSTINET offre à ses utilisateurs toute une gamme de services comprenant: i) l'élaboration d'une base de données; ii) la recherche électronique dans les bases de données, y compris la diffusion sélective de l'information; iii) la fourniture de documents; et iv) des services de publication, qui prévoient, sous peu, la production d'un journal national d'analyse documentaire en science et en technologie, basé sur des bases de données bibliographiques sectorielles.

20. Chaque noeud du service d'information comporte une série de bases de données sectorielles. Globalement, ces bases de données représentent une ressource unique au niveau national. Actuellement, les bases de données des noeuds d'ENSTINET comprennent par exemple la Base de données bibliographique sectorielle égyptienne, la Base de données du Catalogue collectif, la Base de données des journaux égyptiens, le Répertoire des projets agronomiques en cours, le Répertoire des instituts agricoles, la Base de données des petites entreprises. Il est prévu d'installer prochainement une Base de données des banques égyptiennes, la Base de données bibliographique égyptienne en langue arabe, un Répertoire des bases de données égyptiennes et une Base de données des instituts de recherche.

21. Les activités d'ENSTINET comprennent également la formation de personnel en informatique et en sciences de l'information. L'ENSTINET programme, organise et réalise des sessions internes de formation, un programme national de formation et des stages de formation en cours d'emploi, et envoie certains membres de son personnel ainsi que d'autres spécialistes de l'information en formation à l'étranger pour des périodes d'une durée variable.

22. L'ENSTINET travaille en collaboration avec différentes organisations régionales et internationales telles que le Programme informatique intergouvernemental de l'Unesco (IPP), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le Bureau régional de la science et de la technologie pour les Etats arabes (ROSTAS), le Réseau d'information de la Ligue des Etats arabes (ARISNET), le Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles (AGRIS), le Système d'information sur les recherches agronomiques en cours (CARIS), et le Réseau mondial d'information (GIN). L'ENSTINET est également le centre national de convergence pour le réseau PADIS, ainsi que pour le Programme général d'information de l'Unesco (PGI), le Système de données sur les normes internationales (ISDS) et la Bibliothèque nationale de médecine.

Les fonctions de l'ENSTINET comprennent:

- a) L'élaboration et la mise à jour de bases de données nationales et sectorielles concernant les connaissances scientifiques et techniques produites en Egypte;
- b) L'amélioration de l'accès à toutes les connaissances enregistrées électroniquement ou sous des formes traditionnelles en Egypte et à l'étranger;
- c) La sensibilisation du public égyptien à la nécessité de disposer de données et d'informations pour résoudre les problèmes;
- d) Le marketing des services d'information de l'ENSTINET et de ceux de ses noeuds sectoriels;
- e) La planification des ressources humaines dans les domaines se rapportant à l'information;
- f) La coordination des activités de l'Egypte avec les programmes et pratiques locales, régionales et internationales en matière d'informatique.

23. L'ENSTINET tel qu'il est conçu, et sa capacité à fournir des données et services d'information sur le développement socio-économique dans son acception la plus large aux planificateurs, dirigeants, techniciens spécialisés dans les différentes disciplines relatives au développement, chercheurs et au grand public, représente un modèle de planification de systèmes d'information au niveau national pour d'autres pays, ainsi qu'une ressource nationale de valeur pour l'Egypte et une source d'information importante au niveau régional et international. A l'avenir, il est prévu d'ajouter d'autres secteurs socio-économiques tels que l'éducation et la planification aux sept secteurs actuels. Deux noeuds supplémentaires sont actuellement mis en place. Il est prévu d'introduire de nouveaux services tels que l'analyse d'informations, des services de traduction et un service de nouvelles brèves. Il est également prévu d'adopter de nouvelles technologies telles que l'utilisation de bases de données sur disque optique et l'extension de l'emploi du traitement de texte en langue arabe, dès qu'il sera techniquement possible de le faire.

24. Le secteur de la recherche en matière de sociologie et de criminologie constitue un important noeud de l'ENSTINET dans le contexte de l'intégration de la femme au développement. Le centre d'information dans ce secteur est le Centre national de recherche en sociologie et en criminologie (NSCRC).

25. Créé en 1956, le Centre s'est d'abord intéressé au domaine de la criminologie. Par la suite, il a étendu ses activités à la recherche sociologique, puis a situé l'approche globale de ses activités dans le contexte du développement. A l'heure actuelle, il existe un groupe d'étude sur la femme au sein du Département de la population et des groupes sociaux du Centre. Le Centre était à l'origine un institut avant de devenir un centre puis un centre national. Dans son domaine, il s'agit du plus important centre dans le monde arabe.

26. A l'heure actuelle, l'exploitation du centre d'information du Centre national de recherche en sociologie et en criminologie se fait manuellement et de façon traditionnelle, mais est en cours d'informatisation. L'introduction d'un système informatisé, qui en est actuellement à la phase préparatoire, permettra l'interface avec le point de convergence ENSTINET. Le processus d'informatisation nécessite l'élaboration d'un thesaurus comprenant des termes relatifs à la femme. Le thesaurus permettra un accès plus précis à l'information que ne le permet la Liste Sears de sujets actuellement utilisée pour le fichier du Centre. Les quelque 25 000 volumes de la collection sont classés selon le système décimal Dewey. Les langues de publication sont essentiellement l'anglais, l'italien, l'arabe et l'allemand.

27. Le fonds documentaire du Centre se rapporte essentiellement à l'Egypte et au monde arabe mais comprend également une importante composante internationale. Outre les ouvrages imprimés tels que les livres, journaux et documents, le Centre dispose d'une collection audio-visuelle de microfiches, microfilms, cassettes et bandes d'enregistrements de séminaires. La Foire internationale du livre est une importante source de documents. Le Centre utilise le Répertoire Ulrich des périodiques pour sélectionner les journaux qui sont achetés auprès d'un revendeur local. Les sujets se rapportent aux domaines de recherche du Centre, à savoir la sociologie et la criminologie. Le Centre s'efforce de collecter des données ventilées par sexe et des informations relatives au rôle de la femme dans les communautés rurales, dans le contexte du développement rural global.

28. Les utilisateurs du centre d'information du Centre national de recherche en sociologie et en criminologie sont essentiellement des chercheurs, des étudiants des universités égyptiennes et le grand public. Un service de consultation sur place et un service de référence sont à la disposition de tous les utilisateurs. La possibilité d'emprunter des ouvrages est réservée aux chercheurs du Centre.

29. Les produits d'information du Centre comprennent des compte-rendus de recherche, rapports de séminaires, collections de travaux de certains auteurs, rapports d'avancement et d'exécution de projets, deux périodiques, et des bibliographies. Récemment, une bibliographie intitulée "Bibliographie annotée des thèses de maîtrise et de doctorat concernant les femmes" a été publiée. Des compte-rendus de recherche ont également été publiés il y a peu de temps sur les sujets suivants : i) l'évolution de la condition de la femme dans l'Egypte moderne; et ii) l'image de la femme dans les médias (journaux, magazines, radio et télévision).

30. Outre l'importante source d'information que représente l'ENSTINET, des données sur la femme et le développement peuvent être trouvées auprès d'autres noeuds sectoriels ainsi qu'au Centre démographique du Caire, à l'Université américaine du Caire, dans d'autres universités en Egypte, à la bibliothèque nationale et dans différents ministères et institutions gouvernementales.

31. L'Agence centrale de mobilisation publique et de statistiques (CAPMAS) est une source importante de données et de publications statistiques. Une grande quantité de données désagrégées est également disponible auprès du Ministère de la sécurité sociale (tous les citoyens égyptiens étant enregistrés sous un numéro dans le cadre du système égyptien de sécurité sociale), mais ces données ne sont pas facilement accessibles aux chercheurs, dirigeants et planificateurs.

32. De nouvelles sources/activités d'information se rapportant à la femme et au développement en Egypte se mettent en place à l'heure actuelle. Le bureau du PNUD au Caire est en train d'élaborer une base de données initiale sur les projets en cours ou prévus des institutions du système des Nations Unies dans le domaine de la femme et du développement en Egypte ainsi que sur les séminaires et réunions se rapportant au même sujet. Il est prévu d'inclure également les programmes et projets des ONG, autres organisations multilatérales et institutions bilatérales.

33. Le bureau du FNUAP au Caire finance actuellement un projet d'une durée de quatre ans visant à renforcer la capacité institutionnelle et les compétences techniques de la Direction de la condition de la femme au sein du Ministère des affaires sociales. L'objectif à long terme est de renforcer le rôle de cette direction et d'en faire un des principaux organes d'élaboration de politiques, de planification, de suivi et de coordination des questions relatives à la femme, en vue de promouvoir le rôle et la condition de la femme égyptienne conformément aux objectifs nationaux. Un des objectifs immédiats du projet présente un intérêt particulier en matière de sources d'information sur la femme et le développement, puisqu'il consiste à créer un centre de documentation sur la femme afin de faciliter le stockage et l'extraction de données et d'informations à des fins de coordination et de recherche et pour servir de base à la prise de décisions.

34. Le Centre d'information et de documentation sur la femme, qui est un élément du projet, est réalisé avec une assistance technique de l'ENSTINET. En vue de créer, conjointement avec ce Centre, un réseau d'information sur la femme, l'ENSTINET a mené une enquête auprès de cinquante institutions



susceptibles de faire partie de ce réseau ou d'y contribuer. Les résultats de l'enquête, réalisée en arabe, sont actuellement analysés et n'étaient donc pas disponibles au moment de la mission.

35. Le projet a été conçu en complément d'un autre projet financé par le FNUAP portant sur la formation des femmes rurales en matière de population et de développement. La conception de l'élément Centre d'information et de documentation sur la femme et le développement est conforme aux principes et priorités définis par la Conférence mondiale chargée de l'examen et de l'évaluation des résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui s'est tenue en juillet 1988. Les participants à la Conférence avaient recommandé que "des efforts accrus et coordonnés soient déployés aux niveaux national, régional et international en vue d'améliorer l'information sur la femme et le développement, notamment par la réalisation d'études approfondies sur la situation de la femme dans la société locale...". Le Centre d'information comprendra une section particulière sur la population et la planification de la famille.

36. Le Centre d'information, une fois opérationnel, offrira, parmis services, la publication d'un bulletin d'information afin de fournir régulièrement les informations les plus récentes sur la femme et le développement aux organisations concernées. Le projet initial prévoit de démarrer les activités du Centre sur une petite échelle puis de les développer au fur et à mesure que des ressources seront disponibles. Le FNUAP a indiqué qu'il serait heureux que d'autres donateurs participent au développement futur du centre.

#### C. Besoins d'information sur la femme et le développement

37. Les besoins d'information concernant la femme et le développement en Egypte peuvent être envisagés sous deux aspects: l'accroissement de la quantité de données disponibles et l'amélioration de l'accès à ces données. En outre, en liaison avec ce deuxième aspect, il est apparemment nécessaire d'améliorer la diffusion générale des données sous des formes adaptées à toutes les catégories d'utilisateurs, depuis les femmes au niveau de la communauté jusqu'aux dirigeants et responsables de la planification, de l'exécution et de l'évaluation des politiques.

38. De nombreuses données et informations existent mais ne sont pas facilement accessibles. Par exemple, les données sur les projets d'intégration de la femme au développement telles que celles collectées dans le cadre du projet El Raida El Rifia sur les animatrices rurales seraient utiles tant pour le pays lui-même que pour les Etats arabes si elles étaient plus facilement accessibles. A l'heure actuelle, des données de ce type existent dans tout le pays. Elles ont besoin d'être rassemblées et mises à la disposition de ceux qui en ont besoin. Le Centre et réseau d'information et de documentation pour la femme proposé constituera un mécanisme approprié pour effectuer ces tâches.

39. Les chercheurs considéraient également qu'il était nécessaire de pouvoir accéder plus facilement et de façon plus efficace aux données interculturelles. Au niveau national, l'Agence centrale de mobilisation publique et de statistiques (CAPMAS) ainsi que d'autres centres devraient être encouragés à fournir davantage de données ventilées selon le sexe. Un dialogue accru entre chercheurs et institutions de collecte de données permettrait aussi de produire davantage de données se rapportant spécifiquement aux femmes.

40. Certaines catégories de données et d'informations ne sont pas disponibles à l'heure actuelle, comme celles relatives à la structure sociale de l'Egypte moderne. Certains estimaient qu'il convenait de disposer d'études complémentaires dans les domaines de l'accès de la femme au crédit, du revenu de la famille et de la monétisation de la contribution de la femme. Ce dernier aspect était considéré comme particulièrement difficile et important actuellement.

D. Avantages attendus d'un réseau africain d'information pour la femme

41. Les spécialistes de l'information, chercheurs, dirigeants, administrateurs de programmes et représentants d'institutions multilatérales ont unanimement reconnu que la création d'une banque de données et d'un réseau africains d'information pour la femme les aiderait dans leur travail.

42. Parmi les services et produits d'information attendus de ce système, toutes les personnes interrogées mettaient au premier plan la production de données comparatives dans des domaines spécifiques concernant la femme et le développement. Elles ne considéraient aucun des services et produits proposés comme inutile. Ainsi, de l'avis général, le système d'information sur la femme en Afrique apporterait une précieuse contribution aux efforts nationaux d'intégration de la femme au développement en offrant des produits et services d'information tels que :

- a) Données comparatives dans des domaines spécifiques concernant la femme et le développement;
- b) Données statistiques;
- c) Répertoire des femmes experts en Afrique;
- d) Répertoire des institutions et organisations s'occupant de femmes en Afrique;
- e) Service d'information sur les projets et programmes en faveur des femmes;
- f) Bulletin du réseau d'information pour la femme afin de permettre aux pays d'échanger des informations et données d'expériences;
- g) Base de données bibliographiques sur la femme et le développement avec notamment les produits suivants: publication d'index périodiques, index sectoriels et par pays, diffusion sélective de l'information, recherche documentaire, fourniture sur disque de la base de données ou d'éléments de la base de données, fourniture sur support papier ou sur microfiche de documents contenus dans la base de données.

43. La demande concernant la possibilité de désigner comme centre de convergence du système le Centre d'information et de documentation sur la femme actuellement mis en place au sein de la Direction de la condition de la femme du Ministère des affaires sociales a reçu une réponse favorable. Au cours des discussions, la question du tarif des services a été soulevée. Les centres nationaux de convergence risquaient d'avoir à engager des dépenses pour fournir des données au réseau régional, dépenses que le centre de convergence régional devrait peut-être rembourser grâce à un mécanisme de redevance pour les services fournis. Ces services pouvaient se rapporter à la fourniture

d'exemplaires de publications; à la reproduction sous forme de photocopie ou de microfiche de documents/publications; à des traductions avec différentes spécifications comme, par exemple, données bibliographiques, résumés ou textes intégraux.

44. La question du tarif des services devra être examinée dans le cadre de l'élaboration du système.

### III. BOSTWANA

#### A. Historique de la situation relative à l'intégration de la femme au développement

45. On a dit que la croissance économique du Bostwana depuis son indépendance, en 1966, était spectaculaire. Cette croissance est basée sur des plans de développement dont les principaux objectifs sont une croissance économique rapide, la justice sociale, l'indépendance économique et un développement soutenu. Malgré sa croissance économique cependant, le Bostwana connaît quelques graves problèmes de développement : chômage et sous-emploi importants, taux élevé d'accroissement de la population, sécheresses chroniques qui sont la cause du faible niveau de production agricole, insuffisance de personnel qualifié, exode important des campagnes vers les villes et grave pénurie de logements.

46. Les plans de développement du gouvernement ne font pas de distinction entre hommes et femmes, afin que tous et toutes participent au processus de développement économique et en tirent profit. Ainsi, la plupart des statistiques fournies par le gouvernement ne sont pas ventilées selon le sexe. Il est souvent possible d'obtenir, de façon ponctuelle, des données relatives à la femme auprès des ministères, mais la ventilation systématique des données selon le sexe n'est pas prévue officiellement. Des pressions internationales incitent à produire davantage de données sur les femmes et à réserver une partie des fonds des programmes d'aide en leur faveur. Bien que les données disponibles ne permettent pas d'évaluer avec précision la participation des femmes au processus de développement et leur contribution économique, il apparaît que les femmes tirent moins d'avantages du développement socio-économique du pays que les hommes.

47. En 1981, le gouvernement a mis en place un Bureau de la condition de la femme au sein de la Direction de la culture, de l'état civil et de l'action sociale du Ministère du travail et de l'intérieur. Le Bureau de la condition de la femme joue le rôle de mécanisme national et de centre de convergence pour les questions relatives à la femme au Bostwana. Un Comité interministériel consultatif de planification de l'intégration de la femme au développement sert de mécanisme de liaison et d'organe consultatif pour ce Bureau. Le Bureau se compose d'un conseiller et de deux employés; un poste reste à pourvoir. Il a pour fonctions de coordonner les activités des femmes; de diffuser l'information au moyen de brochures, de séminaires, d'ateliers et par l'intermédiaire du futur Centre d'information et de documentation sur la femme, qui est encore à l'état de projet; d'organiser des programmes de formation et de recherche, au sein du service ou en faisant appel à des consultants.

48. En 1988, le Ministère du travail et de l'intérieur a organisé un séminaire sur la prise en compte des questions relatives à la femme dans la planification du développement et le cycle du projet, pour les planificateurs au niveau du district. Une réunion similaire est prévue dans le courant de cette année

pour les ministres et les membres du Parlement. Les résultats du premier séminaire ont été positifs, et l'on espère qu'il en sera de même pour le deuxième.

49. Le Bureau de la condition de la femme élabore actuellement une stratégie nationale sur l'intégration de la femme au développement, qui sera soumise au cabinet puis au Parlement. Une fois adoptée par le Parlement, la stratégie nationale doit constituer un schéma pour toutes les actions gouvernementales et non gouvernementales visant à renforcer la participation de la femme et sa contribution au développement national. L'objectif général de cette stratégie est de sensibiliser tous les secteurs du développement aux questions se rapportant à la femme. La plupart des personnes interrogées se sont montrées prêtes à adopter une telle approche mais estimaient qu'une stratégie nationale sur la femme et le développement devait d'abord être définie.

50. Dans l'exercice de ses fonctions de coordination des activités des femmes, le Bureau de la condition de la femme fournit des fonds aux ONG officiellement inscrites auprès du Ministère. A l'heure actuelle, il en existe dix. Outre ces ONG officiellement inscrites, il existe également de nombreuses ONG non officielles. L'une des personnes interrogées a souligné que toutes les femmes faisaient partie d'une organisation de femmes d'un type ou d'un autre. Il pouvait s'agir d'une organisation de base au niveau du village comme les "burial societies", sociétés d'entraide dont l'objectif initial était de subvenir aux frais de funérailles, ou d'une organisation urbaine beaucoup plus complexe comme Emang Basadi. En outre, les femmes pouvaient appartenir à plusieurs organisations.

51. Dans le but d'évaluer les résultats et l'efficacité de certains des programmes de promotion de la femme, le Ministère a réalisé une étude sur un programme de formation à la gestion d'entreprises. Cette étude a montré que 70 % des stagiaires étaient des femmes, 30 % des hommes. Toutefois, le taux de réussite des entreprises était exactement inverse, à savoir 30 % chez les femmes et 70 % chez les hommes. Certaines des raisons de l'échec des entreprises créées par des femmes étaient liées aux difficultés éprouvées par les femmes pour fournir des garanties aux prêts qui représentaient 25 % pour les prêts des banques commerciales et 10 % pour les prêts du gouvernement.

52. En outre, les compétences en matière de gestion nécessaires à l'exploitation des petites entreprises font souvent défaut aux femmes. Le long processus de demande de prêt leur pose également des problèmes. L'organisation YWCA joue un rôle utile en aidant les femmes à remplir de nombreuses formalités bureaucratiques. Il est toutefois nécessaire d'aider davantage de femmes à démarrer des entreprises et à les bien gérer.

53. L'évaluation par le Ministère de son projet horticole dont l'objectif était d'aider les femmes à aménager de petits jardins potagers dans leurs villages, a montré que le manque de suivi coordonné et en temps opportun était l'un des facteurs de l'échec de certaines des participantes au projet horticole. Les résultats de ces différentes études mettent l'accent sur la nécessité d'améliorer les compétences en matière de suivi et d'évaluation.

54. Le Botswana a une population dépassant à peine le million, mais avec un taux de croissance annuel de 3,5 %, celle-ci dépassera les deux millions et demi en l'an 2011. Près de la moitié de la population aura alors moins de 15 ans. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans une proportion de 100 pour 89. Quatre-vingt pour cent de la population pratique l'agriculture et plus de

cinquante pour cent de ces agriculteurs sont des femmes. La majorité des agriculteurs à faible revenu sont des femmes. La migration des hommes pour travailler dans les mines ou dans l'industrie contribue largement au fait que les femmes sont majoritaires dans les zones rurales où elles doivent s'occuper de la famille et de l'agriculture de subsistance. En général, la situation des femmes urbaines est meilleure que celle des femmes rurales.

55. Le taux d'alphabétisation est d'environ 60 % pour l'ensemble du pays. Toutefois, si le nombre de filles inscrites à l'école primaire est supérieur à celui des garçons, aux niveaux secondaire et supérieur, les garçons sont plus nombreux que les filles. Selon des statistiques récentes sur les abandons scolaires, 49 % des enfants ayant quitté l'école primaire étaient des filles alors que ce pourcentage montait à 77 % dans le secondaire, essentiellement pour raison de grossesse.

56. Les problèmes liés à l'interruption des études ont une incidence négative sur la capacité des jeunes femmes de participer pleinement au processus de développement socio-économique du pays. Le Ministère de l'éducation, par l'intermédiaire de sa Direction de l'enseignement extrascolaire, section de l'alphabétisation, dirige un programme national d'alphabétisation depuis 1980. Entre 1980 et 1986, les femmes représentaient 51,4 % des adultes suivant ce programme. Le programme est axé sur les techniques d'alphabétisation, ainsi que sur des domaines tels que l'animation, la formation de formateurs, par exemple d'agents de vulgarisation, sur l'économie domestique et les activités productrices de revenus.

57. La grossesse des adolescentes est l'un des facteurs de l'interruption des études. Les adolescentes enceintes ont le droit de s'absenter douze mois de l'école. Cependant, nombreuses sont celles qui n'y retournent pas pour quantité de raisons. L'actuel taux d'accroissement rapide de la population pourrait aggraver la situation dans un proche avenir. Ce phénomène, outre qu'il limite l'éducation et les possibilités de carrière des femmes et accroît la charge financière pour les familles concernées et la société en général, a également des conséquences préjudiciables sur la santé des mères et de leurs enfants.

58. Les Ministères de l'éducation et de la santé ont instauré une collaboration en vue de dispenser un enseignement dans le domaine de la préparation à la vie familiale dans les écoles, dont l'objectif était de réduire/de prévenir les grossesses d'adolescentes. Le Bureau de la condition de la femme du Ministère du travail et de l'intérieur a financé en 1986 une étude sur les grossesses d'adolescentes au Botswana. En 1989, un Séminaire national a été organisé en vue d'examiner le rapport et ses recommandations. Une large publicité a été faite à ce séminaire.

59. Le statut juridique de la femme doit nécessairement être envisagé dans l'étude des facteurs relatifs à la situation de la femme et leur intégration dans le processus de développement au Botswana. Il existe des différences de statut entre les sexes tant dans le droit coutumier que dans le droit commun. Les femmes mariées sont assujetties à davantage de restrictions que les femmes célibataires. Une femme mariée est sous la dépendance de son mari qui a le dernier mot dans les affaires du ménage. Les femmes célibataires, tout en n'étant pas aussi asservies que les femmes mariées, rencontrent malgré tout des obstacles juridiques dans le droit de la famille en ce qui concerne leur entretien et l'entretien de leurs enfants. En juillet 1987, Emang Basadi, en collaboration avec le Bureau de la condition de la femme, a organisé un séminaire sur la femme et le droit au Botswana. Les participants ont examiné les questions relatives à la femme et au droit de la famille, au statut juridique de la femme

dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, du crédit et de la santé. Une série de recommandations a été adoptée en vue d'amener des réformes juridiques dans les domaines où les femmes sont désavantagées et où leur participation pleine et entière au processus de développement socio-économique au Botswana est entravée.

60. Les institutions des Nations Unies et les institutions bilatérales représentées au Botswana introduisent des éléments relatifs à l'intégration de la femme au développement dans leurs programmes nationaux. Bien qu'un inventaire de ces éléments n'ait pas été établi, il est évident que les projets d'intégration de la femme au développement comprennent essentiellement les catégories formation, activités productrices de revenus, développement rural, recherche avec des éléments de collecte et de diffusion de l'information. L'Agency for international development des Etats-Unis prévoit d'organiser une conférence panafricaine sur l'intégration de la femme au développement en septembre 1989 au Botswana. Cette conférence examinera un large éventail de questions concernant la femme.

#### B. Ressources en matière d'information sur la femme et le développement

61. On trouve des données et informations sur la femme et le développement dans tous les ministères. Toutefois, la diffusion de ces données et informations n'est pas systématique. En général, elles peuvent être obtenues de façon ponctuelle. La mission a constaté, par exemple, que les données relatives à la situation sanitaire des femmes pouvaient être obtenues auprès du Ministère de la santé, celles relatives à l'alphabétisation et aux programmes de formation des femmes auprès du Ministère de l'éducation, celles sur la promotion des petites entreprises auprès du Ministère du commerce, celles relatives aux programmes de développement agricole auprès du Ministère de l'agriculture, etc. Toutefois, les données et informations se rapportant à la femme ne sont pas systématiquement analysées et publiées dans la plupart des ministères. En outre, les ministères n'ont généralement pas constitué de bibliothèques sectorielles pour leur personnel et autres utilisateurs potentiels.

62. Les cadres constituent souvent leur propre "bibliothèque personnelle de poche" avec des ouvrages techniques et de référence. Certains fonctionnaires ont indiqué que la Bibliothèque nationale du Botswana, qui contient une collection d'ouvrages de référence et d'ouvrages généraux, était une source utile de documentation pour leur travail.

63. La bibliothèque universitaire de l'Université du Botswana est la plus importante et la mieux dotée de toutes les bibliothèques universitaires du Botswana. Elle possède une collection d'environ 150 000 monographies et périodiques reliés, qui fournissent une documentation fondamentale et accessoire suffisante pour les quatre premières années de l'enseignement supérieur, mais limitée pour les études universitaires supérieures et pour la recherche. La collection comprend deux catégories principales : sciences sociales et éducation, lettres et sciences. En outre, la bibliothèque comprend une collection de documents sur le Botswana publiés dans le monde entier et de documents publiés au Botswana et déposés à la bibliothèque conformément à la réglementation nationale sur le dépôt légal des publications.

64. La bibliothèque comprend également une collection audiovisuelle de disques et de bandes sonores, de microfiches et de microfilms. Ces matériels proviennent de sources nationales, régionales

et internationales. La bibliothèque offre des programmes de formation aux utilisateurs, des services de référence et de lecture sur place, un service de prêts entre bibliothèques et un service de photocopie.

65. Il est prévu de démarrer le processus d'informatisation en 1989 en utilisant l'ordinateur central de l'Université et en commençant avec la collection d'ouvrages publiés au Bostwana. Il sera nécessaire d'élaborer un Thesaurus mais cet aspect du processus d'informatisation n'a pas encore été envisagé.

66. L'Institut national de recherche et de documentation sur le développement de l'Université du Bostwana, point de convergence national pour le réseau PADIS, comprend une section de la documentation qui fournit des services d'information au personnel de l'Institut et à d'autres chercheurs, au Bostwana et à l'extérieur. La section procède à la collecte, au traitement et au stockage d'informations essentiellement non publiées se rapportant au développement socio-économique du Bostwana. Elle diffuse des informations aux institutions publiques, aux organisations privées et aux personnes intéressées. Des documents sont actuellement échangés avec environ 200 organisations s'occupant de développement. La collection comprend environ 5 000 titres.

67. Les services et produits d'information de l'Institut comprennent un service de référence et une série de publications dans les catégories suivantes:

- a) Documents de travail;
- b) Documents de recherche;
- c) Bibliographies sur des sujets particuliers;
- d) Répertoire des projets de recherche et rapports sur ces projets;
- e) Rapports de séminaires;
- f) Coupures de presse;
- g) Etudes;
- h) Bulletins;
- i) Listes d'acquisitions;
- j) Index, par exemple DEVINDEX-Bostwana 1986, produit par l'Institut national de recherche et de documentation sur le développement et PADIS.

68. Un projet de brochure contenant des données de base relatives à la femme au Bostwana a été élaboré par l'Institut de recherche à la suite de l'Atelier de recherche orientée vers l'action sur la sensibilisation aux questions se rapportant aux femmes, qui s'est tenu en avril 1988. L'objectif de cette brochure est de broser à grands traits la situation respective de l'homme et de la femme au Bostwana. Une fois cette brochure achevée, en collaboration avec le Bureau central de la statistique, on y trouvera des données relatives à la femme dans des domaines tels que la population, la participation à la population active, les revenus, le chômage, la participation aux responsabilités politiques, la propriété

des terres, la propriété des entreprises, le niveau d'instruction, l'alphabétisation, la santé et l'espérance de vie.

69. L'Institut fait partie d'un certain nombre de réseaux nationaux et internationaux qui relient entre eux les principaux instituts de recherche et de documentation sur le développement. Comme il a été mentionné plus haut, l'Institut est le point de convergence du PADIS au Bostwana.

70. Les matériels d'information pouvant être utiles aux femmes au Bostwana, à des degrés divers selon la nature, le niveau et l'ampleur de leur participation au développement agricole et industriel peuvent être trouvés au Centre de coopération pour la recherche agricole en Afrique australe (Southern African Centre for Cooperation in Agricultural Research) et au Centre de technologie du Bostwana. Le premier organisme a été créé en 1984 par la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en vue de promouvoir la coopération régionale dans le domaine de la recherche agricole et de la formation de chercheurs au niveau régional. Le Centre de technologie a été créé en 1979 en vue d'évaluer, d'adopter et d'appliquer des technologies contribuant au développement du Bostwana.

71. Le Bureau de la condition de la femme, au Ministère du travail et de l'intérieur, est en train de mettre en place un Centre d'information et de documentation sur la femme (Women's Information and Documentation Centre, WIDC), avec un financement fourni par UNIFEM et le FNUAP. La consultante qui avait aidé le Bureau de la condition de la femme dans la phase initiale du projet a récemment quitté le Bostwana. L'exécution du projet de Centre d'information a été retardée mais reprendra dès que les besoins en personnel et autres pourront être satisfaits.

#### C. Besoins d'information sur la femme et le développement

72. Comme on l'avait constaté pour l'Egypte, les besoins d'information sur la femme et le développement peuvent être envisagés sous deux aspects, à savoir l'accroissement de la quantité de données disponibles et l'amélioration de l'accès à ces données. En outre, en liaison avec ce deuxième aspect, il est apparemment nécessaire d'améliorer la diffusion générale des données sous des formes adaptées à toutes les catégories d'utilisateurs, depuis les femmes au niveau de la communauté jusqu'aux dirigeants, responsables de la planification, de l'exécution et de l'évaluation des politiques.

73. En raison de la politique officielle de planification du développement sans distinction de sexe, la collecte de données spécifiques sur la femme n'est pas systématique. Même lorsque de telles données sont saisies, elles ne sont pas systématiquement traitées et diffusées mais le sont seulement de façon ponctuelle. Les personnes interrogées estimaient que pour institutionnaliser la collecte et le traitement de données spécifiques sur la femme, il était nécessaire que le Parlement adopte une politique nationale sur l'intégration de la femme au développement. Un document d'orientation était en préparation à cet effet. Lorsqu'une telle politique serait appliquée, un plus grand nombre de données et d'informations spécifiques sur la femme et le développement serait disponible. Le meilleur accès à ces données et informations permettrait de mieux évaluer et chiffrer la participation de la femme et sa contribution au processus de développement national au Bostwana.



74. Si les chercheurs interrogés reconnaissaient que la disponibilité de données spécifiques sur la femme était un obstacle à son intégration au processus de développement, ils considéraient que les dirigeants et planificateurs avaient facilement accès aux données disponibles à la fois par les voies de communication officielles et par les voies non officielles. En raison peut-être de la taille relativement réduite du pays et de la capitale, les dirigeants et les chercheurs partageaient assez facilement l'information. On estime généralement que les dirigeants accueillaient avec intérêt les résultats de recherches sur la femme et le développement et l'incidence de ces questions sur le développement national. Les utilisateurs potentiels de données et d'informations présentées sous une forme appropriée pouvaient être identifiés dans tous les secteurs au Botswana, y compris les organisations de femmes, les ministères et institutions gouvernementales, les institutions internationales, les organisations non gouvernementales, les institutions d'enseignement supérieur et de recherche, les banques, les secteurs commercial et industriel.

75. Concernant les besoins d'information, certaines des personnes interrogées estimaient que des études supplémentaires étaient nécessaires, en particulier dans les domaines relatifs à la femme et au développement rural, à la construction de logements urbains pour les ménages à faible revenu, à l'accès des femmes au crédit, et au revenu des femmes.

#### D. Avantages attendus d'un Réseau africain d'information pour la femme

76. Les spécialistes de l'information, chercheurs, dirigeants, planificateurs et responsables de l'application de programmes, ainsi que les représentants d'institutions multilatérales, estimaient que la création au niveau régional d'une banque de données et d'un réseau africain d'information pour la femme leur seraient utiles dans leur travail.

77. Comme en Egypte, parmi les services et produits d'information attendus de ce système, toutes les personnes interrogées mettaient au premier plan la production de données comparatives dans des domaines spécifiques concernant la femme et le développement, en particulier dans d'autres pays africains. Aucun des services et produits proposés n'était considéré comme inutile.

78. La possibilité d'utiliser le Centre d'information et de documentation sur la femme, en cours d'installation au Bureau de la condition de la femme, Ministère du travail et de l'intérieur, comme point de convergence du Réseau, a été approuvée.

### IV. SENEGAL

#### A. Historique de la situation relative à l'intégration de la femme au développement

79. Au cours des trois décennies qui ont suivi l'accession du Sénégal à l'indépendance (1960), les actions du gouvernement associées aux efforts collectifs d'entraide ont créé une situation dynamique dans laquelle les femmes ont pris en main l'amélioration de leur propre condition.

80. Un réseau d'organisations communautaires de femmes s'est développé sur tout le territoire, avec l'appui du gouvernement. A l'origine, l'objectif était de regrouper les femmes pour leur offrir une formation dans le domaine des soins de santé primaires, des techniques améliorées de production agricole et d'élevage. Progressivement cependant, des programmes plus ambitieux ont été conçus, et, en 1975, les Groupements de promotion féminine ont été créés en vue d'améliorer la prise de conscience des femmes et de renforcer leur rôle économique grâce à des activités visant à améliorer leur instruction et à accroître leur productivité. Plus de 3 000 associations de ce type ont été créées et se sont regroupées en une fédération nationale ayant des représentants aux différents échelons administratifs.

81. La Direction de la condition de la femme a été créée par un décret de 1978 au sein du Ministère du développement social. Afin de souligner l'importance que le gouvernement attache au rôle de la femme dans la famille, tout en maintenant des efforts soutenus en vue d'améliorer la condition de la femme, la Direction a été récemment rebaptisée Direction de la famille et des droits de la femme. Le Ministère en général et la Direction en particulier contribuent dans une large mesure à promouvoir le rôle social, politique et économique de la femme sénégalaise, dans la limite du budget accordé au Ministère, qui ne représente que 2,5 % du budget global du programme d'investissement triennal.

82. La politique actuelle du gouvernement concernant la femme comprend trois volets principaux : renforcement des associations de femmes; allègement des travaux pénibles effectués par les femmes afin de leur permettre de s'engager dans des activités productrices de revenus; et amélioration de la condition de la femme.

83. Depuis 1980, une Quinzaine de la femme se tient tous les ans à la mi-mars, sur un thème différent chaque année. L'événement attire l'attention du pays sur les questions relatives à la femme et au développement et donne l'occasion de procéder annuellement à une évaluation officielle des résultats obtenus et des plans. Cette année, le thème de la Quinzaine portait sur la femme et le crédit.

84. On rencontre des femmes dans de nombreux domaines de la vie publique. Trois ministères (santé publique, développement et émigration) sont dirigés par des femmes. La Présidente du Mouvement des femmes socialistes, principale organisation politique de femmes, est membre du conseil intérimaire du Parti socialiste. Une femme occupe la Vice-Présidence de l'Assemblée Nationale, et d'éminents écrivains et professeurs d'université sont des femmes. Les femmes occupent également des postes importants dans les organisations internationales ayant leur siège à Dakar, mais sont moins nombreuses dans les organisations régionales.

85. Les organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales de tous types - politiques, commerciales et financières, professionnelles et intellectuelles, religieuses et sociales, sont très actives. Le Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD), faisant état des organisations membres uniquement, a produit une liste de 39 ONG s'occupant d'intégration de la femme au développement. Il existe en fait des centaines, voire des milliers d'organisations de femmes.

86. Malgré ces aspects positifs, beaucoup reste encore à faire pour améliorer la vie de l'ensemble des femmes sénégalaises. Bien que le taux d'alphabétisation des femmes ait presque quadruplé, plus de 80 % des femmes sont encore illettrées. Environ 37 % de la population vit dans les villes, où les possibilités éducatives sont plus grandes et où les hommes sont plus nombreux que les femmes. Aussi, comme en Egypte, les statistiques relatives à l'alphabétisation des femmes cachent un degré d'analphabétisme beaucoup plus important dans les campagnes. Seulement 8 % des filles en âge de fréquenter des établissements secondaires vont à l'école, contre 17 % des garçons. Beaucoup reste à faire également en vue d'améliorer la santé des femmes. Le taux de mortalité maternelle, qui était de 530 pour 100 000 en 1975 est encore beaucoup trop élevé.

87. La Direction de la statistique du Ministère de l'économie et des finances a extrait des statistiques sur les femmes des résultats du dernier recensement. Ces données portent sur l'activité professionnelle, la situation matrimoniale (première, deuxième, troisième épouse, la polygamie étant légale dans un pays comptant 90 % de musulmans), logement, mortalité, niveau d'instruction, origine ethnique, religion, mais seulement au niveau national. En raison de contraintes financières, il n'a pas été possible de répondre à la demande de statistiques plus détaillées sur les femmes faite par le Ministère du développement social, mais il existe une volonté d'affiner les statistiques lors du prochain exercice, afin de s'attaquer au problème universel de l'évaluation de la contribution des femmes à l'économie dans le secteur non structuré.

88. Dans les discussions qui ont précédé le huitième Plan national, d'une durée de six années à partir de juillet 1989, il a été décidé de ne pas avoir de section sur les femmes, en raison du fait qu'elles ne pouvaient être prises en considération séparément des enfants et des jeunes, un groupe qui constituait à lui seul les trois quarts de la population. Toutefois, au niveau des projets, les femmes bénéficieraient d'une attention particulière afin d'assurer leur promotion économique et sociale, d'empêcher la discrimination en matière d'emploi, et de stimuler leur capacité productive, en particulier en matière de transformation et de conservation des denrées alimentaires.

89. Les institutions internationales et non gouvernementales collaborent avec le Ministère du développement social, d'autres ministères et les ONG locales pour un certain nombre de projets s'occupant directement ou indirectement d'intégration des femmes au développement. En juillet 1988, une réunion de donateurs s'est tenue en vue d'échanger des idées et informations sur l'intégration de la femme au développement, et d'instituer un mécanisme permanent de consultation avec le gouvernement sénégalais. Les bailleurs de fonds ont souligné la nécessité de prendre en compte les questions relatives à la femme dans les programmes de grande envergure et dans les plans nationaux de développement, et ont insisté sur le fait que l'intégration de la femme au développement ne devait pas simplement être envisagée dans le cadre de projets de femmes (à petite échelle), aussi utiles soient-ils. Parmi les participants du système des Nations Unies, les activités suivantes ont été présentées :

90. Le PNUD a créé une unité Femmes et développement qui contrôle les projets cofinancés par le PNUD. Parmi ces projets, on peut citer :

- a) La promotion des associations de femmes, avec le Fonds d'équipement des Nations Unies et l'OIT;

- b) Le renforcement de la Société d'aménagement et d'exploitation du delta du fleuve Sénégal (SAED), avec la FAO et l'OIT;
- c) Le projet de participation des femmes (dans la région de Louga), avec UNIFEM;
- d) La prévention de la mortalité maternelle;
- e) Le maraîchage.

91. UNIFEM a financé des projets de technologie alimentaire et fourni une assistance technique aux mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement et à différents ministères techniques (planification, développement rural, santé) pour les plans, programmes et projets d'intégration de la femme au développement. Dans son plan quinquennal qui doit se terminer en 1991, l'UNICEF a axé ses activités sur la santé. Les femmes ont également été les bénéficiaires de programmes régionaux intégrés dans lesquels le maraîchage tenait une large place.

92. Le programme du FNUAP comprend cinq volets dans lesquels les femmes sont prises en compte: collecte de données démographiques de base; formulation d'une politique de population; planification de la famille; information, éducation et communication; et programmes spéciaux pour les femmes, les jeunes et les réfugiés. La collaboration de l'OIT avec le PNUD a été mentionnée plus haut; en outre, l'OIT fournit un appui technique à des projets du FNUAP et de la FAO et mène des projets de vulgarisation, d'alphabétisation et de formation en matière de gestion en faveur des femmes. L'OMS a un projet de formation d'agents sanitaires dans les associations de femmes.

93. Le Fonds européen de développement de la Commission économique pour l'Europe a lancé un projet de développement global d'une région (Podor) qui prévoit la fourniture d'une assistance technique et financière aux associations de femmes. Parmi les institutions bilatérales qui financent des projets en faveur des femmes, on peut citer la Belgique, la France, les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique. Au moins huit ONG américaines exécutent des projets d'intégration de la femme au développement dans les domaines du développement communautaire et de la formation, de la santé maternelle et infantile, de l'alphabétisation, des techniques de gestion et des activités productrices de revenus pour des petits groupes de femmes, de la création de petites entreprises et de l'accès au crédit, des projets d'auto-assistance avec un accent particulier sur la formation, et de l'installation et de l'organisation d'ateliers de couture.

#### B. Ressources en matière d'information sur la femme et le développement

94. En tant que capitale de l'Afrique occidentale française à l'époque coloniale, le Sénégal a été doté d'une infrastructure d'appui aux centres nationaux et régionaux d'enseignement et de recherche. Les bibliothèques et centres d'information construits dans ce cadre ont introduit les techniques les plus récentes en matière de traitement de l'information. Une classe de cadres urbains-assez importante par rapport aux six millions et demi d'habitants- constitue la clientèle des librairies nombreuses et bien achalandées de Dakar et de sa presse dynamique; elle constitue également un vivier de personnes instruites parmi lesquelles il serait facile de sélectionner et de former des spécialistes de l'information et des documentalistes.

95. Le Centre national de documentation scientifique et technique (CNDST) se situe au coeur du réseau national de documentation. Fondé en 1977, il est rattaché au Ministère du plan et de la coopération. Il a pour objectif de promouvoir et de coordonner tous les aspects de l'information technique et scientifique nécessaire au développement national. Les fonctions du CNDST comprennent:

- a) La coordination des centres sectoriels d'information et de documentation au Sénégal et la création d'un réseau relié électroniquement;
- b) Des services d'assistance technique et de formation en informatique et en sciences de l'information;
- c) La collecte, l'organisation et la diffusion d'informations sur le développement socio-économique au Sénégal;
- d) Des avis au gouvernement sur la coopération internationale dans le domaine de l'information scientifique et technique.

96. Le CNDST est le centre de convergence national pour le PADIS et pour d'autres réseaux régionaux et internationaux tels que le Système d'information sur les recherches agronomiques en cours (CARIS) de la FAO; le Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA) du PNUE; le Système sahélien d'information et de documentation scientifique et technique (IN'SAH') et le Réseau sahélien de documentation (RESADOC); et le Réseau sous-régional d'information sur l'énergie (ENERGY) de la CEDEAO. Dans le cadre d'un projet pilote, le CNDST et plusieurs autres institutions du réseau peuvent avoir accès à 54 bases de données en France et à un certain nombre aux Etats-Unis par l'intermédiaire de SUNIST, réseau universitaire de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF).

97. Le CNDST a élaboré une base de données bibliographique (BIBLIO), un répertoire des sources d'information au Sénégal (CDARBI) et un catalogue collectif des périodiques scientifiques et techniques reçus ou publiés au Sénégal (CATCOLPER); des publications sont dérivées de ces bases de données qui seront accessibles en ligne dans un proche avenir. Il existe également un fichier manuel sur les chercheurs sénégalais. Un service de référence et un service de questions-réponses sont assurés par courrier et par télex.

98. Compte tenu du volume et de l'importance croissante de la demande, et d'une nouvelle conception du rôle de la femme, désormais considérée comme source de développement et non plus seulement comme objet d'étude, le CNDST envisage la création d'une base de données sur les femmes afin de faciliter l'accès à la quantité considérable mais extrêmement dispersée d'informations déjà saisies dans le système.

99. Les autres sources nationales informatisées d'information la femme et le développement comprennent le Centre de documentation et d'information de CONGAD, qui a des informations détaillées sur les projets de 51 ONG travaillant dans le domaine du développement au Sénégal, et la Direction de la statistique du Ministère de l'économie et des finances, qui s'efforce d'améliorer les statistiques sur les femmes. En général, les services d'information et de documentation des ministères ont des systèmes manuels de recherche d'information et les documents sont souvent classés par ordre d'acquisition; ainsi les données sur les femmes ne sont accessibles que par l'intermédiaire d'un index.

Le Centre de documentation du Ministère du développement rural est une des sources les plus riches d'information sur les femmes.

100. La nécessité d'informatisation est vivement ressentie et des fonds ont été demandés pour l'acquisition de matériel et la formation de personnel. Le Ministère du développement social prévoit de créer un Centre d'information et de documentation sur la femme et a demandé une assistance au PNUD en vue de rassembler et d'informatiser l'information actuellement dispersée dans plusieurs divisions. La Division des communications de la Direction des ressources humaines au Ministère du plan et de la coopération a demandé une aide à l'UNESCO en vue de créer son propre centre de documentation.

101. Des données sur les femmes peuvent être obtenues auprès des différentes bibliothèques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et de ses instituts de recherche tels que l'Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN), bien que l'acquisition de nouvelles publications se soit récemment ralentie en raison de difficultés financières.

102. Plusieurs organisations régionales africaines ayant leur siège à Dakar disposent de bibliothèques et/ou de centres de documentation importants où l'information sur les femmes est bien indexée et ventilée. Le Centre régional africain de technologie (CRAT) qui a pour mission de contribuer à la conception et à l'utilisation de la technologie dans les Etats-membres, exploite activement les 6 000 documents de sa bibliothèque et les 3 500 rapports contenus dans sa base de données. Le CRAT s'est informatisé, avec une assistance financière du Centre de recherche pour le développement international (CRDI, Canada) et du PNUD et est relié en ligne à la France par l'intermédiaire de QUESTEL, ainsi qu'à l'Agence spatiale européenne. Le Centre, qui est équipé d'un matériel de micro-édition et d'une imprimante à laser, produit une série de publications spécialisées et de vulgarisation, ainsi que des ouvrages de référence, comme le Répertoire des institutions s'occupant de science et de technologie, des organismes consultatifs et des experts en Afrique, 1986, et le Répertoire des bureaux d'études scientifiques et techniques en Afrique sub-saharienne, 1987. Le CRAT collecte des informations sur la femme et la technologie et sur la femme et la production alimentaire; il existe une demande considérable dans ces deux domaines.

103. L'Institut africain de développement et de planification (IDEP), institution parrainée par la CEA et financée dans une large mesure par le PNUD, a pour objectif de former des spécialistes de la planification du développement. Un cours sur la population et la mise en valeur des ressources humaines comprend un élément sur l'intégration de la femme au développement et un autre cours sur l'agriculture et le développement rural en Afrique comprend un élément sur le rôle de la femme à la fois dans l'agriculture vivrière et dans l'agriculture commerciale. Il y a environ quatre ans, la question de l'intégration de la femme au processus de développement a été considérée comme suffisamment importante pour faire l'objet d'une attention particulière à la bibliothèque de l'Institut. Depuis lors, environ 200 ouvrages ont été rassemblés, essentiellement sur les femmes dans les secteurs structuré et non structuré de l'économie et dans l'agriculture, les femmes et la population et les enfants. Le bibliothécaire rassemble également des documents sur le développement publiés par des femmes. Le centre de calcul comprend d'autres données relatives à la femme dans sa base de données par pays ainsi que dans sa collection sur les institutions internationales qui comprend des informations sur les femmes émanant de la CEA, de la FAO, de l'OIT, de la CNUCED, de l'UNESCO, de l'ONUDI et de l'OMS. Les étudiants et utilisateurs extérieurs font largement appel aux données sur les femmes, les

principaux domaines d'intérêt étant la population, le travail et les enfants; il existe en outre une demande non satisfaite sur le secteur non structuré et sur la circoncision.

104. Le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA) a été mis en place par les instituts africains de recherche et les facultés de sciences sociales des universités africaines en 1973. Son Centre de documentation et d'information possède d'importantes collections sur le développement économique et social de l'Afrique, et, dans une moindre mesure, sur l'agriculture. Il a élaboré une base de données bibliographique, des bases de données sur les experts, projets et institutions fonctionnant dans le cadre du Réseau d'information sur le développement international. Le Centre a produit sur ordinateur, en 1989, le premier numéro d'un Index des articles de périodiques sur les sciences sociales en Afrique annuel, et publie également un Fichier des spécialistes africains des sciences sociales et un Répertoire des instituts de recherche africains. Il fournit toute une gamme de services d'information à ses membres et à des utilisateurs extérieurs, essentiellement gouvernements et chercheurs universitaires. Le Centre possède des collections sur la femme et le droit, la femme et le développement économique et les droits de la femme.

105. Des informations sur les femmes sont également disponibles auprès du Bureau pour l'Afrique et le Moyen-Orient du CRDI dont le siège est à Dakar. Le service de documentation, qui appuie les travaux du Centre sur l'adaptation de la science et de la technologie aux besoins des pays en développement, s'occupe essentiellement d'agriculture, d'alimentation et de nutrition, d'information, de santé, de sciences sociales et de communications. Il sera bientôt relié à la base de données au siège à Ottawa. En ce qui concerne l'intégration de la femme au développement, ses points forts sont la technologie appropriée pour les femmes, en particulier tous les aspects relatifs à l'eau (transport, utilisation, hygiène), et la santé des mères et des enfants.

106. Plusieurs institutions du système des Nations Unies ayant un bureau local à Dakar ont également des centres de documentation contenant des données spécialisées sur les femmes, notamment l'UNICEF et le PNUD. En raison d'un déménagement imminent, la bibliothèque du PNUD était malheureusement fermée au moment de la mission.

### C. Besoins d'information sur la femme et le développement

107. Au Sénégal, comme en Egypte et au Botswana, les réponses des utilisateurs aux questions sur les besoins d'information ont généralement souligné la rareté des données et la difficulté de rassembler des documents sur des aspects particuliers de l'intégration de la femme au développement, dispersés en plusieurs endroits. La plupart des utilisateurs étaient intéressés, dans l'ordre, par les données locales, sous-régionales, régionales et internationales et souhaitaient que les informations soient adaptées au niveau de besoin de l'utilisateur.

108. Parmi les groupes de femmes de l'échantillonnage, la Fédération des associations féminines du Sénégal (FAFS) était disposée à mener une enquête sur les besoins en matière d'information de ses membres ; la Présidente de la Fédération était convaincue qu'une telle enquête révélerait toute une série de besoins d'information.

109. Une ONG locale de femmes, le Groupement d'intérêt économique des femmes du Point E et de Ligueye, qui dispense aux jeunes femmes sans emploi une formation en couture, broderie et teinture de tissus, puis les aide à créer leur propre entreprise, était intéressée par les informations relatives à la participation des femmes au commerce intra-africain, leur formation à la gestion des petites entreprises et à la commercialisation. Les besoins d'information sur la formation des femmes en matière de gestion et de commercialisation ont été exprimés dans de nombreux contextes, aux niveaux national et sous-régional. Par exemple, l'Organisation des femmes entrepreneurs et commerçantes de l'Afrique de l'Ouest (OFECAO), qui regroupe des femmes de sept pays francophones d'Afrique de l'Ouest, cherchait des informations sur la gestion des entreprises et la formation des femmes. La Secrétaire générale de cette organisation était également intéressée par des informations sur les activités et les réseaux de femmes dans le cadre du commerce intra-africain en Afrique de l'Ouest francophone et anglophone et dans l'ensemble du continent.

110. Un besoin de documentation sur l'alphabétisation des jeunes femmes a également été exprimé. La Commissaire générale des Guides sénégalaises a manifesté un grand intérêt pour la base de données proposée, car les guides avaient entrepris un certain nombre de nouveaux projets en faveur des femmes, notamment l'alphabétisation des jeunes filles.

111. Les besoins d'information des fonctionnaires ont été étudiés auprès des Ministères du plan et de la coopération, du développement social et de l'émigration. Au niveau de la planification nationale, l'information est obtenue essentiellement par l'intermédiaire de la Direction de la statistique qui, comme on l'a noté, s'efforce de ventiler les statistiques sur les femmes. A l'heure actuelle, aux fins de planification globale, les différences d'âge sont considérées comme plus importantes que les différences de sexe, mais un groupe au sein du Ministère travaille sur une méthodologie permettant d'intégrer les variables de population dans le processus de planification; lorsqu'il aura terminé son travail, des données sur les femmes seront disponibles.

112. Dans les services techniques du même ministère, cependant, les besoins d'information sur les femmes ont été immédiatement exprimés. A la Direction des ressources humaines, le Chef de la Division population, qui est économiste et démographe, était intéressé par des études et statistiques sur les femmes urbaines et rurales au niveau de la région et du district. Dans la même direction, un sociologue, conseiller technique à la Division des communications, et qui a pour tâche d'aider les organismes publics et para-publics à concevoir des projets informels, s'intéressait à l'information sur la santé familiale et sur les adolescentes et la sexualité. Il était difficile de trouver des informations sur les ONG nationales, y compris les organisations de femmes, et sur leurs relations avec les organismes gouvernementaux dans d'autres pays, en particulier en Afrique.

113. Le Ministère des affaires sociales souhaitait des informations sur l'intégration des femmes au développement à tous les niveaux. A l'intérieur du pays, il n'y avait pas suffisamment d'informations sur les projets en faveur des femmes, le nombre de projets réalisés, leur domaine d'activité; les données comparatives dans tous les domaines étaient par ailleurs difficiles à localiser. Dans ce ministère, on considérait en outre qu'il n'existait pas suffisamment de personnel compétent pour analyser les données. Au Ministère de l'émigration, le besoin d'information le plus nettement ressenti concernait la nécessité de rassembler des données sur les épouses et familles des émigrants, à la fois celles qui restaient au pays et celles qui suivaient l'émigrant, afin de les aider à surmonter le choc de l'émigration.



114. On a également demandé aux utilisateurs d'information des institutions des Nations Unies quels étaient leurs besoins. Les administrateurs de programmes du PNUD qui travaillaient sur des projets d'intégration de la femme au développement souhaitaient avoir des listes périodiques de postes vacants pour femmes travaillant dans le domaine de l'intégration de la femme au développement, dans les institutions des Nations Unies et dans les ONG. Dans le cadre de leur travail, ils étaient intéressés par les techniques de présentation des informations à des fins d'utilisation dans les villages, en particulier par l'utilisation des affiches et autres moyens audio-visuels de présentation. Une assistante de programmes travaillant pour UNIFEM sur un programme de technologie alimentaire a exprimé un intérêt similaire pour les techniques de diffusion de l'information aux femmes. Plus généralement, elle avait besoin de descriptifs détaillés sur la situation des femmes dans chaque pays: niveau d'alphabétisation, participation à la population active, population, morbidité, production, activités productrices de revenus, dans le passé et dans le présent. La localisation des informations nécessaires pour préparer une mission avait occupé une partie importante de son temps. Le Chef de l'administration de la section éducation du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique appuyait les efforts nationaux d'élimination de l'analphabétisme. Elle avait besoin de davantage de données sur les obstacles à l'égalité d'accès des femmes à l'enseignement.

115. Le point de vue des ONG internationales a été présenté par le Directeur des programmes pour le Sénégal d'Overseas Education Fund International (OEF), dont l'objectif est de promouvoir la participation pleine et entière des femmes à la vie sociale, économique et politique de leur pays. Il a souligné la nécessité de disposer d'informations neutres avant qu'une ONG puisse commencer à travailler dans un pays, ainsi que la nécessité de disposer d'informations à l'appui des projets en cours. Il souhaitait l'élaboration d'un répertoire des organismes d'aide au développement (organismes donateurs ou d'exécution) intervenant en Afrique et travaillant dans le domaine de l'intégration de la femme au développement, qui fournirait des données de qualité, exhaustives et détaillées présentées sous une forme conviviale. Le répertoire devrait être indexé par activité, institution, pays et langue, et devrait distinguer organismes de financement et organismes d'exécution, et identifier les organisations locales d'appui, les ONG ayant une connaissance de la scène politique locale, les organisations ayant un réseau de succursales dans tout le pays, et les organismes techniques au niveau local, qu'ils soient privés ou publics. En ce qui concerne les institutions de financement, il conviendrait d'énumérer l'aide en nature aussi bien qu'en espèces, et de préciser les domaines dans lesquels l'institution ne compte pas intervenir.

116. Une ONG locale, l'Association nationale des maisons familiales rurales du Sénégal (NMFR), créée en 1964 en vue de promouvoir le développement rural et la formation, située à Thiès, à environ 70 km de Dakar, estimait que les sources d'information étaient rares. Le Directeur et le responsable de la formation auraient souhaité avoir accès à des données comparatives sur les projets en faveur des femmes, notamment l'alphabétisation fonctionnelle pour les mères, la formation dans le domaine de la couture, de la broderie, de la teinture, du crochet, des soins aux enfants, de l'hygiène et du maraîchage, ainsi que sur les expériences en matière de technologie appropriée afin d'alléger le travail des femmes notamment dans le domaine de la transformation alimentaire. Cette ONG a également exprimé un intérêt pour l'élaboration d'un répertoire d'organisations susceptibles de financer les projets en faveur des femmes.

117. L'enquête menée auprès d'un échantillon de quatre organisations ou instituts s'occupant de recherche a indiqué que la demande d'information sur les femmes était forte dans trois d'entre eux. L'Association des femmes africaines pour le développement (AFARD), qui a pour objectif d'entreprendre

et de faciliter les recherches sur le développement par les femmes africaines, publie elle-même un bulletin trimestriel en anglais et en français, basé sur un vaste réseau de bulletins d'autres régions du monde, dont chaque numéro est consacré à un ou deux thèmes. La première d'une série de bibliographies annotées, consacrée à la femme et à la santé en Afrique a été publiée en 1986. La Secrétaire exécutive de l'AFARD souhaitait pouvoir accéder à des travaux de recherche menés plus scientifiquement, l'intérêt actuel portant sur les mariages d'enfants et les mariages forcés, la santé mentale et les droits de la femme en matière de procréation. Elle a exprimé la nécessité de disposer de davantage de données empiriques sur les femmes qui soient propres à chaque pays.

118. A l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, une chargée de recherche qui était aussi Présidente de l'AFARD, a fait état des retards considérables quant aux données nécessaires aux recherches sur les femmes, les institutions n'ayant pas, auparavant, considéré les femmes comme un sujet de recherche en soi. Le développement devait être considéré non seulement en termes économiques et matériels mais également en termes culturels. Il existait un problème de communication des informations et des idées entre les dirigeants, les chercheurs et les agents d'exécution sur le terrain. Enfin, il était nécessaire de diffuser l'information au grand public sous une forme facilement assimilable.

119. A la Direction des sciences sociales de l'IFAN, quatre femmes effectuaient des recherches sur la fécondité des adolescentes; la grossesse chez les femmes cadres, dans le cadre d'un projet de recherche sur la grossesse en Afrique de l'Ouest; les femmes après la ménopause, et les politiques de planification de la famille. Les sujets auxquels s'intéressait la sociologue interrogée concernaient la femme et la propriété des terres; les compétences techniques des femmes dans les zones rurales; et la femme et le commerce des produits halieutiques. Dans aucun de ces domaines de recherche, il n'existait suffisamment d'informations. Elle a indiqué que la plupart des chercheurs achetaient ou se procuraient des photocopies des documents dont ils avaient besoin lors de leurs voyages en Europe. L'information nécessaire portait sur un vaste éventail de sujets, tels que l'emploi, l'éducation, la santé, le sexe, la religion et la politique, tant pour les chercheurs que pour les étudiants.

120. Afin d'évaluer les besoins des utilisateurs dans les domaines de la banque, du commerce et de l'industrie, une entrevue a été demandée au Président du Conseil national des caisses populaires du Sénégal (CONACAP), qui vise à favoriser l'épargne des femmes mais qui finance également des projets de formation et autres projets ruraux en faveur des femmes. Ses principaux besoins dans le domaine de l'information portaient sur les femmes en tant qu'épargnantes. Le CONACAP souhaitait avoir des informations comparatives sur des programmes d'épargne, de crédit et d'assurance en faveur des femmes qui avaient réussi. Il souhaitait également obtenir des informations sur la formation des femmes dans les domaines de l'administration, de la gestion financière, de la comptabilité et du contrôle financier.

121. Les entrevues avec les utilisateurs d'information sur la femme et le développement ont confirmé les résultats de l'enquête en Egypte et au Botswana, à savoir qu'il fallait augmenter la quantité d'informations disponibles et améliorer leur accessibilité, et adapter la présentation de ces informations aux besoins des utilisateurs. La demande de données spécifiques sur les femmes était pressante et irait probablement en augmentant, et on pouvait espérer une réponse positive des sources de données locales, en particulier de la Direction de la statistique du Ministère de l'économie et des finances.

122. Comme l'Egypte et contrairement au Botswana, les sources d'information au Sénégal sont nombreuses et dispersées et il existe toute une série de groupes d'utilisateurs non reliés entre eux. Le projet de Centre de documentation du Ministère du développement social et le projet de base de données sur la femme du CNDST pourrait contribuer à rapprocher les données disponibles des différents utilisateurs.

#### D. Avantages attendus d'un Réseau africain d'information pour la femme

123. Dans leur totalité, les utilisateurs d'information sur la femme et le développement ont exprimé de l'enthousiasme à propos de la création d'une banque de données et d'un réseau régional d'information sur la femme et ont estimé qu'ils pourraient en tirer directement profit.

124. Comme en Egypte et au Botswana, les statistiques avaient la préférence parmi les services et produits d'information proposés. La plupart des utilisateurs ont également accueilli favorablement la proposition de données et informations comparatives sur des questions spécifiques se rapportant à la femme et au développement. Toutefois, chaque produit avait ses défenseurs acharnés. Les cadres des instituts de recherche et des centres de documentation accordaient un degré élevé de priorité aux bases de données bibliographiques tandis que des utilisateurs plus isolés manifestaient un intérêt considérable pour le bulletin d'information. Plusieurs des personnes interrogées souhaitaient l'élaboration d'un répertoire des organismes d'aide, bailleurs de fonds et organismes d'exécution travaillant dans le domaine de l'intégration de la femme au développement.

125. Un utilisateur a également mentionné que le réseau aiderait les différentes parties travaillant dans le domaine de l'intégration de la femme au développement à mieux se comprendre en faisant connaître les activités des uns et des autres.

126. Les sources d'information, dans leur grande majorité, étaient prêtes à partager leurs données avec la banque de données proposée sur la femme et à faire partie du réseau.

127. Compte tenu du fait que le mécanisme national d'intégration de la femme au développement est situé au Ministère des affaires sociales, il y existe de fortes chances pour que le Centre de documentation sur la femme envisagé par le Ministère soit proposé comme centre national de convergence du Réseau africain d'information pour la femme (AFRIFEM).

### V. BURKINA FASO

#### A. Historique de la situation relative à l'intégration de la femme au développement

128. Le Burkina Faso, qui était connu sous le nom de la Haute Volta jusqu'en 1984, a accédé à l'indépendance en 1960. En 1967, en collaboration avec un certain nombre d'institutions du système des Nations Unies, le gouvernement a réalisé le premier d'une série de projets de développement en

faveur des femmes. Sous les auspices de l'UNESCO, puis avec un financement du PNUD, un projet expérimental a été lancé en vue d'améliorer l'accès des femmes à l'enseignement. Les résultats positifs obtenus ont conduit, en 1978, à l'adoption d'un important projet d'intégration de la femme au processus de développement qui comprenait des éléments éducatifs, sociaux et économiques. Ce projet s'adressait essentiellement aux femmes rurales.

129. La quasi-totalité (moins 8 %) des sept millions et demi d'habitants du Burkina Faso vit dans les zones rurales et pratique l'agriculture. Selon une étude réalisée en 1984 par le CARFF et la Société africaine d'études et de développement, les projets de développement agricole dans le passé ont eu pour effet de marginaliser les femmes, bien que celles-ci représentent un pourcentage plus important que les hommes dans la population rurale. Cinq pour cent seulement de la population féminine vit dans les cinq plus grandes villes, où plus de 70 % des migrants sont des hommes.

130. Comme dans d'autres pays du Sahel, les programmes de développement ont enregistré de graves revers en raison de la sécheresse. Une nouvelle impulsion a été donnée par le premier Plan quinquennal de développement populaire, 1986-1990, qui accordait une attention particulière à l'intégration de la femme au développement. Dans le premier chapitre, consacré à l'agriculture et à l'élevage, un des cinq objectifs spécifiques résultant de l'objectif global social d'amélioration des revenus et du niveau de vie des producteurs et de leurs familles était la promotion de la femme et l'amélioration de ses conditions de travail.

131. Dans le cadre de sa stratégie d'intégration intrasectorielle et intersectorielle, le gouvernement soutient toutes les activités permettant aux groupes de femmes de jouer un rôle important dans le développement des communautés rurales. Le gouvernement s'attache à ne faire preuve d'aucune discrimination à l'égard des femmes dans ses programmes de formation technique et en matière de gestion, et a annoncé son intention de supprimer l'inégalité entre les sexes dans la population alphabétisée. En 1985, six pour cent des femmes étaient alphabétisées, les hommes étant trois fois plus nombreux. Une assistance technique devait être fournie en vue de développer le maraîchage et l'élevage de petit bétail afin d'améliorer le régime alimentaire de la famille. Le gouvernement a également entrepris de créer des infrastructures et de fournir du matériel en vue d'alléger les travaux pénibles qu'effectuent les femmes, grâce notamment à l'amélioration de la distribution d'eau, à l'installation de moulins à céréales et de presses à huile, et à l'amélioration des transports.

132. Le Plan reconnaît l'importance de la contribution des femmes dans la production artisanale et considère la division traditionnelle du travail en fonction de la caste et du sexe comme un obstacle socio-psychologique au développement qu'il convient de surmonter.

133. En matière de développement social, le Plan accorde une attention particulière à l'éducation et à la santé des femmes. Au cours des dix années précédant la période du Plan, les filles représentaient seulement 37 % des effectifs de l'école primaire et 33 % des effectifs de l'école secondaire. Le pourcentage de filles fréquentant les établissements d'enseignement supérieur à Ouagadougou atteignait à peine 24 %. Un des objectifs stratégiques du Plan était de faciliter l'accès des filles à l'enseignement, l'un des mesures proposées étant l'organisation d'une campagne de sensibilisation des familles à l'importance de l'instruction des filles.

134. Avec un taux de mortalité infantile de 167 pour 1 000, un des plus forts du monde, et un taux de mortalité maternelle également élevé, le gouvernement a proposé une série de mesures sanitaires telles que l'augmentation du pourcentage de femmes enceintes bénéficiant de consultations prénatales de 20 à 80 %, et l'augmentation dans les mêmes proportions du pourcentage de femmes recevant une assistance médicale au moment de l'accouchement. Le pourcentage de consultations postnatales devait passer de 19 à 50 % et les programmes de planification de la famille devaient toucher 80 % des femmes en âge de procréer. La politique sociale considérait l'éducation en matière de planification de la famille comme une priorité absolue, afin d'atteindre les objectifs stratégiques d'allègement des travaux des femmes et d'amélioration des conditions de vie au foyer.

135. La plupart des femmes urbaines s'occupent des travaux domestiques, des enfants et tiennent un petit commerce. Dans le secteur public, les femmes représentent une faible minorité et occupent essentiellement des emplois de secrétariat. Toutefois, dans les années 1980, le gouvernement a déployé des efforts résolus en vue de promouvoir les femmes à des postes de responsabilité. Au moment de la mission, le Ministre de l'environnement et du tourisme, le Ministre de l'enseignement de base et de l'alphabétisation de masse et le Secrétaire d'Etat à la culture étaient des femmes.

136. Le point de convergence de l'action du gouvernement en matière d'intégration de la femme au développement est le Secrétariat d'Etat à l'action sociale qui dépend du Ministère de la santé et de l'action sociale. Trois directions s'occupent d'intégration de la femme au développement:

- a) La Direction de la promotion économique de la femme, qui a pour tâche d'améliorer le contrôle qu'exercent les femmes sur leurs propres revenus en favorisant la formation de groupes d'auto-assistance à l'échelle du village, les projets de développement tels que les banques de crédit pour les femmes, et la recherche de financements;
- b) La Direction de l'économie familiale, dont le rôle principal est de concevoir des moyens en vue d'alléger le travail des femmes;
- c) La Direction de l'éducation à la vie familiale, qui s'occupe d'éducation de base, de planification de la famille et de paternité responsable.

137. Au PNUD, la spécialiste des questions relatives aux femmes, qui est responsable du programme national du PNUD en faveur des femmes, travaille sur une stratégie multi-sectorielle pour la promotion de la femme burkinabe avec un comité technique dans lequel les ministères clés sont représentés ainsi qu'avec l'Union des femmes burkinabe (UFB) et l'UNICEF. Elle est également membre d'un comité gouvernemental *ad hoc* chargé de l'approbation des projets, dont les activités peuvent se poursuivre pour assurer la coordination et le suivi des projets.

138. Plus de 40 ONG ont des programmes d'appui aux projets d'intégration de la femme au développement. Parmi les ONG locales, on compte deux associations de bienfaisance, l'Association burkinabe pour le bien-être familial (ABBF), qui s'occupe également des droits de la femme, et l'Association des veuves et orphelins du Burkina Faso, et plusieurs associations régionales et nationales de développement. Des ONG américaines, britanniques, canadiennes, françaises, italiennes et suisses ont des programmes de secours et de développement, ainsi qu'une douzaine d'organisations internationales et divers groupes religieux.

139. L'organisation nationale des femmes, l'Union des femmes burkinabe, travaille en étroite collaboration avec le gouvernement. Les membres du Comité central de l'UFB ont des responsabilités précises sur les questions se rapportant aux femmes dans les différents secteurs d'activité du gouvernement, tels que l'administration, les finances, la culture, les sports et la santé. L'Union des femmes burkinabe aussi bien que les organismes publics s'occupant d'intégration de la femme au développement ont pleinement conscience de la nécessité de disposer d'urgence d'un Centre de documentation bien équipé sur la femme et cherchent des fonds en vue de sa création.

#### B. Ressources en matière d'information sur la femme et le développement

140. Dans son analyse des problèmes administratifs que connaît le pays, le Plan quinquennal en cours a identifié la faiblesse des circuits d'information comme un obstacle majeur au développement. Une nouvelle politique informatique est envisagée, afin d'assurer que l'information est disponible en tant qu'instrument de gestion et en tant que condition préalable à la prise de décision dans tous les domaines relevant du gouvernement.

141. Dans les institutions nationales, les centres d'information et de documentation sont souvent sur le point d'être informatisés et le personnel est en cours de formation. Au Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST), un micro- ordinateur vient d'être acheté et le processus de transfert des données sur système électronique est sur le point de commencer. La collection comprend environ 20 000 livres et documents, ainsi que 1 100 microfiches, et des exemplaires de journaux qui ne sont plus indexés en raison de compressions de personnel. Le CNRST publie un bulletin trimestriel, Science et technique, une revue intermittente intitulée Notes et documents burkinabe, et des bulletins d'information et de liaison. Le Centre a formé 15 documentalistes travaillant dans les cinq institutions membres du CNRST, lesquelles mènent des recherches dans les domaines suivants: énergie; agriculture; biologie et écologie; substances naturelles; et sciences sociales et humaines.

142. Le CNRST est relié (pas encore électroniquement) à un certain nombre de réseaux régionaux et internationaux, notamment: RESADOC, le Centre régional de l'énergie solaire (CRES), CARIS, AGRIS et l'Association des rédacteurs et éditeurs scientifiques de l'Afrique francophone (ARESAP). La bibliothèque du CNRST contient quelques publications sur les femmes burkinabe, dont une série sur la femme et le développement publiée par l'Université de Leiden.

143. Le Service central de documentation et d'archives du Ministère du plan et de la coopération, centre de convergence du PADIS au Burkina Faso, met actuellement en place un réseau national avec ses dix centres régionaux d'information. Avec l'assistance du PNUD, le personnel des centres régionaux reçoit une formation aux techniques de documentation au Service central et le personnel du Service central est sur le point de recevoir une formation du PADIS en matière de conception et de gestion de systèmes d'information. Le système comprend environ 11 000 documents, dont 3 500 sont à Ouagadougou, mais ceux qui traitent spécialement des femmes sont peu nombreux. Le Service central, qui est utilisé essentiellement par les fonctionnaires du gouvernement, produit une liste d'acquisitions, des bibliographies sur des sujets spécifiques à la demande, et, à usage interne seulement, une liste sélective de titres d'articles parus dans dix périodiques auxquels est abonné le Service central.

144. On peut trouver des informations et données sur la femme et le développement dans de nombreux ministères, notamment au Ministère du travail, de la sécurité sociale et de la fonction publique; au Ministère de l'agriculture et de l'élevage; au Ministère de l'éducation; et au Bureau de la statistique du Ministère du plan et de la coopération; toutefois, l'information est très dispersée et difficile à identifier. La collection la plus importante se trouve au Centre de documentation du Secrétariat d'Etat à l'action sociale. Les documents, portant sur un large éventail de questions sociales, sont classés par grandes catégories en attendant d'être catalogués. Dans la catégorie Femmes et développement, il y a une soixantaine de rapports, brochures et autres documents, essentiellement sur les femmes burkinabe, et il existe également des documents se rapportant aux femmes dans des domaines apparentés tels que la planification de la famille (environ 30 documents). Si la collection était confiée à un spécialiste capable de l'organiser, elle pourrait devenir le point de départ d'un centre national de documentation sur la femme.

145. La Bibliothèque centrale de l'Université de Ouagadougou possède une collection de 65 000 volumes en liaison avec le programme d'enseignement. L'activité bibliographique est faible et une proportion importante des acquisitions provient de dons reçus de l'extérieur. Si les fonds le permettent, la Bibliothèque devrait commencer à s'informatiser cette année. Bien que l'Université ne dispense aucun cours portant spécialement sur la femme, le bibliothécaire a commencé à constituer une collection dans ce domaine, en réponse à l'intérêt croissant manifesté par les étudiants. Une vingtaine d'ouvrages ont été rassemblés, avec une assistance technique des Pays-Bas.

146. Les institutions du système des Nations Unies ont commencé à collecter des données récentes utiles sur les femmes. Dotées de moyens plus importants que les institutions nationales, leur processus d'informatisation est plus avancé. La bibliothèque du PNUD, qui comprend environ 4 000 monographies et est abonnée à 30 journaux sur le développement, a décidé récemment de constituer une collection de documents sur la femme et a rassemblé, à ce jour, une trentaine de titres.

147. La nouvelle Section de l'information et de la communication de l'UNICEF, créée en 1987, a constitué une collection bien organisée de livres et de documents récents, ainsi que des dossiers contenant les rapports et documents de travail de séminaires, en cours de catalogage. Les documents sont rassemblés au niveau mondial mais un grand nombre d'entre eux concernent plus particulièrement l'Afrique. Un spécialiste des techniques audio-visuelles gère une importante collection de bandes sonores et magnétoscopiques, de films et de diapositives. L'UNICEF ayant l'avantage de posséder trois appareils de photocopie en état de marche, le personnel bénéficie d'un service de diffusion sélective de l'information basé sur des photocopies. En 1988, l'UNICEF a créé une direction s'occupant spécialement des femmes, laquelle a publié, en mai de cette année, une bibliographie réunissant 200 ouvrages sur l'intégration de la femme au développement au Burkina, la moitié des titres concernant des études au niveau des provinces. A l'appui des travaux de cette direction, la bibliothèque porte un intérêt particulier aux informations sur la femme et le développement.

148. Le Centre d'information de la Mission française de coopération, qui est d'un niveau technique avancé, contient essentiellement des livres, documents et journaux nationaux et régionaux, la plupart sous forme de coupures, qui sont classifiés et indexés. La moitié de la collection de 2 000 articles a déjà été saisie dans la base de données du Centre, et 17 titres concernent l'intégration de la femme au développement. En outre, le documentaliste est en train de constituer des dossiers de lettres,

discours officiels, rapports et autres documents non publiés sur l'intégration de la femme au développement, en particulier sur le développement rural, l'alphabétisation et la vie familiale.

149. Les documents du Centre d'information de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) qui était installé au siège à Ouagadougou, ont été transférés à Abidjan au Centre régional d'information et de documentation commerciales (CRIC). Créé en 1986, le CRIC a mis en place un réseau sous-régional avec des centres de convergence nationaux et sectoriels dans les sept Etats-membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger et Sénégal. A l'extérieur, le CRIC est relié à des services internationaux d'information économique et commerciale tels que Market News Service et à des banques de données telles qu'IBISCUS et PADIS. Selon des informations recueillies à la CEAO, à Ouagadougou, le CRIC rassemble des données sur les femmes dans le secteur commercial, en particulier sur leur rôle de commerçantes au niveau intra-africain et en tant qu'investisseurs potentiels.

#### C. Besoins en matière d'information sur la femme et le développement

150. Compte tenu de la volonté manifeste du gouvernement de développer les potentialités économiques et sociales des femmes, la nécessité de disposer d'informations et données les concernant prend une importance accrue. Comme dans les autres pays étudiés, les utilisateurs d'information sur la femme et le développement qu'il s'agisse des planificateurs, du personnel d'exécution et d'évaluation des projets, ou des spécialistes devant satisfaire les besoins des autres utilisateurs, étaient impatients de voir s'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la présentation des données nécessaires.

151. Les deux principaux utilisateurs d'information sur la femme et le développement, l'Union des femmes burkinabe, dont les membres sont représentées dans tous les secteurs d'activité du gouvernement concernant les femmes, et le Ministère de la santé et de l'action sociale, étaient tellement conscients des lacunes qu'il envisageaient chacun la création d'un centre national d'information sur la femme. La Directrice du Service pour la promotion économique de la femme considérait qu'il était nécessaire de faire le tour des bibliothèques d'institutions et de ministères à la recherche des informations requises au niveau des projets, par exemple pour le projet des six "S" (Savoir se servir de la saison sèche en zone des savanes). Elle s'intéressait aux stratégies d'intervention; aux documents relatifs à l'allègement des tâches des femmes; aux techniques de commercialisation et à la connaissance du marché des produits fabriqués par les femmes, notamment des tissus; aux informations relatives aux conférences de femmes, qu'elle souhaitait recevoir à l'avance; et aux sources de financement des projets en faveur des femmes. La documentaliste responsable de la bibliothèque du Ministère de l'action sociale avait constaté que la demande de documents sur les femmes était forte, en particulier dans les domaines de l'émancipation et des droits de la femme, des femmes et des médias, du développement, de l'éducation et du travail.

152. Le Ministre de l'enseignement fondamental et de l'alphabétisation de masse, qui a prouvé l'intérêt qu'elle portait à l'intégration de la femme au développement en acceptant un interview en étant prévenue peu de temps à l'avance, trouvait les sources d'information insuffisantes pour son travail. Elle considérait qu'il était nécessaire d'augmenter la quantité de données, d'améliorer leur qualité et de disposer de données comparatives sur les filles dans l'enseignement primaire, en particulier sur le



problème des abandons scolaires, et elle souhaitait avoir accès à une éventail plus large de données sur l'alphabétisation des femmes.

153. Les institutions internationales ayant un bureau au Burkina avaient été incitées à constituer des collections sur la femme en raison d'une demande croissante. A la bibliothèque du PNUD, les demandes portaient surtout sur les données statistiques, concernant en particulier les activités des femmes par secteur; les projets auxquels participaient des femmes; les répertoires d'institutions, précisant leur domaine d'activité; et les informations relatives aux bourses en faveur des femmes. Dans certains cas, les données qui intéressaient les administrateurs de programmes existaient sous forme informatisée, mais ne pouvaient pas être extraites facilement n'ayant pas été programmées pour produire des informations sur la femme. Par exemple, les 2 000 projets enregistrés dans la banque de données créée avec l'appui du PNUD au sein du Ministère du plan et de la coopération devaient être systématiquement examinés pour identifier les 50 projets se rapportant spécialement aux femmes. UNIFEM, qui travaille en liaison avec le bureau local de l'OFECAO, avait besoin d'informations comparatives sur les femmes commerçantes et l'UNICEF souhaitait davantage de données sur les femmes et les enfants, la santé et la nutrition.

154. Les besoins d'information des organisations régionales reflétaient un horizon géographique plus large dans leur domaine d'intervention. La CEAO, qui intervient dans sept pays francophones d'Afrique de l'Ouest, a récemment commencé à accorder une attention prioritaire aux femmes, en particulier dans les zones rurales. L'objectif est d'accroître leur pouvoir d'achat, d'améliorer les techniques de production agricole, d'élevage du petit bétail, de commercialisation et de vente des produits alimentaires. Un nouveau projet concerne la formation de femmes dans le domaine de l'administration et de la gestion de banques de crédit et d'épargne, en commençant par le Burkina et la Côte d'Ivoire. La CEAO souhaite vivement avoir accès à des données socio-économiques et culturelles fondamentales sur les femmes de la région, et à des rapports sur des expériences de femmes dans des programmes d'épargne et de crédit.

D. Avantages attendus d'un réseau africain d'information pour la femme

155. L'idée d'une banque de données et d'un réseau africains d'information pour la femme en Afrique a été accueillie avec un grand enthousiasme au Burkina Faso, comme dans les trois autres pays visités. L'intérêt était même encore plus grand, dans la mesure où il semblait exister un écart plus considérable entre les données disponibles et la demande. Parmi les services et produits attendus de ce réseau, un rang élevé de priorité était donné, au Burkina comme dans les trois autres pays, aux services de référence sur les projets et programmes en faveur des femmes, ainsi qu'aux données comparatives sur des questions spécifiques se rapportant aux femmes. Toutefois, un tiers des personnes interrogées plaçaient en tête la base de données bibliographique proposée. Plusieurs utilisateurs n'ont pas voulu exprimer de préférence car ils étaient intéressés par la gamme complète des produits et services.

156. Du côté des sources d'information, une attitude positive s'est manifestée quant au partage de leurs données et à leur participation au réseau proposé. La proposition de créer un seul centre d'information et de documentation sur la femme au Burkina qui bénéficierait d'un financement adéquat et qui serait constitué à partir des collections du Ministère de la santé et du Ministère de l'action sociale, avec la collaboration de l'Union des femmes burkinabe, a également reçu un écho favorable. Ce centre pourrait servir de centre de convergence du Réseau africain d'information pour la femme (AFRIFEM).

## VI. COTE D'IVOIRE : LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)

157. La Banque africaine de développement a été créée en 1964, avec deux objectifs principaux: contribuer au développement économique et social de ses membres en finançant la préparation, le financement et l'exécution des projets de développement, et en fournissant une assistance technique aux organisations publiques et privées dans les Etats membres. Ses activités sont axées sur des secteurs comme l'agriculture qui reçoit le plus fort pourcentage des prêts, les transports, les services publics, l'industrie et les banques de développement, l'éducation et la santé.

158. La BAD, de plus en plus consciente des obstacles importants que rencontraient les femmes africaines dans leur contribution au développement économique et social national, a organisé, en 1985, un séminaire sur le Rôle de la femme dans le développement économique de l'Afrique. Au cours de cette réunion, les participants ont examiné les obstacles et ont souligné la nécessité d'optimiser la participation des femmes aux projets et programme, dès la phase de conception. Les participants ont également identifié comme un des principaux obstacles l'accès limité aux ressources productives, en particulier au crédit. Un séminaire sur l'accès des femmes au crédit a été organisé en 1986.

159. L'objectif d'intégration de la femme est devenu l'une des nouvelles orientations de la Banque. En 1987, un accord a été signé avec le PNUD en vue de la création d'un Bureau Femmes et développement au sein de l'importante Direction des projets centraux de la Banque, et un conseiller a été nommé et chargé de la responsabilité de l'intégration de la femme au développement. Les objectifs à long terme du Bureau sont d'accroître la capacité productive des femmes africaines et de mettre en place un cadre qui assure et facilite leur intégration dans le processus de développement.

160. Le principal résultat atteint par le Bureau a été la mise au point de programmes globaux de promotion de l'intégration de la femme au développement. Le Bureau a notamment pour fonction d'élaborer une base de données statistiques solide et d'établir des relations avec les autres institutions travaillant dans le domaine de l'intégration de la femme au développement, en vue de collaborer et d'harmoniser les efforts.

161. Sur la base de principes directeurs, les domaines suivants nécessitant une action urgente ont été identifiés:

- a) Amélioration de l'environnement: meilleure prise de conscience de la part des pays membres de la région; instauration d'un dialogue permanent; mise en place et renforcement des institutions;
- b) Coordination et collaboration avec les autres institutions;
- c) Mesures internes: élaboration d'un document directif; sensibilisation et formation du personnel de la banque; production de répertoires, manuels et directives; constitution d'une base de données.

162. Quatre cadres ont été nommés au Bureau Femmes et développement afin d'élaborer et de suivre l'application des politiques de la Banque concernant les femmes.

#### B. Ressources en matière d'information sur la femme et le développement

163. Le Centre d'information de la BAD possède environ 10 000 rapports, 7 000 livres et 5 000 documents statistiques sur les questions financières et le développement en Afrique et dans d'autres pays du Tiers monde. Avec l'assistance du gouvernement français, le Centre est en cours d'informatisation et utilise le système IBISCUS. Environ 15 % de la collection a été saisie dans la base de données, qui contient également des listes d'experts et d'institutions intéressant les activités de la Banque. D'autres divisions ont des données relatives aux projets. Les services du Centre d'information comprennent un service questions-réponses, la diffusion sélective de l'information, et la diffusion de tables des matières de journaux découpées en fonction des besoins des différents services de la Banque. Le Centre produit une liste d'acquisitions bimensuelle, un catalogue des ouvrages de référence, une liste de titres de périodiques, et des bibliographies ou dossiers sur des sujets particuliers pour le personnel se rendant en mission. Les utilisateurs sont le personnel de la Banque, généralement des experts, et le personnel de bureaux de la BAD dans les pays africains. Les étudiants de l'université et, exceptionnellement, quelques chercheurs privés peuvent être autorisés à utiliser le Centre.

164. Depuis la création du Bureau Femmes et développement, le Centre d'information a déployé des efforts particuliers en vue de rassembler des données sur la femme. La documentaliste estimait que la bibliothèque contenait déjà 350 titres relatifs à la femme, dont 45 pouvaient être consultés dans la base de données, et portaient sur les catégories suivantes : statistiques, population, agriculture et développement rural, industrie, migrations et éducation. Contrairement à la grande majorité des centres de documentation visités, dans lesquels l'information sur la femme est rassemblée en un même lieu sur des étagères en raison de la forte demande, le Centre d'information de la BAD a adopté une approche différente en réponse à une demande du Bureau Femmes et développement : les documents relatifs à la femme doivent être classés dans le contexte du sujet auxquels ils se rapportent.

#### C. Besoins d'information sur la femme et le développement

165. Avec la création du Bureau Femmes et développement, la demande d'information sur les femmes a augmenté considérablement. En août 1988, une note d'information de la banque estimait qu'il fallait remédier à l'insuffisance de statistiques permettant de mesurer la contribution des femmes à l'économie. Il était reconnu que la formulation de politiques et de principes d'action sur l'intégration de la femme au développement ainsi que d'éventuels programmes et projets, devait reposer sur une base statistique solide. Parmi les mesures internes envisagées, il était proposé de constituer une base d'informations, initialement en collectant et en saisissant dans une banque de données existante des données quantitatives et qualitatives. Un bureau de consultants a été nommé en vue de créer la banque de données, et une consultante a été envoyée dans onze pays africains afin de recenser les sources existantes d'information sur la femme et le développement et de prendre contact avec les mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement, les organisations non gouvernementales et les institutions avec lesquelles la Banque avait des relations de travail.

166. En vue de satisfaire les besoins internes de la Banque en matière d'information pour ses propres activités d'intégration de la femme au développement, ainsi que les besoins d'autres institutions en Afrique, le Programme de travail sur la participation de la femme à toutes les opérations bancaires (juillet 1988) a proposé une nouvelle initiative: étudier la possibilité pour le Bureau Femmes et développement de lancer un bulletin de la Banque sur la femme et le développement, en collaboration avec les directions pertinentes.

D. Collaboration entre la BAD et le CARFF/PADIS dans le domaine de l'information sur la femme et le développement

167. Bien que l'objectif essentiel du projet de Banque de données de la BAD soit de répondre aux besoins internes de la Banque et de ses institutions associées, tandis que l'objectif du Réseau africain d'information pour la femme est de créer un réseau d'information utile à tous les utilisateurs d'information en Afrique, les responsables de la Banque interrogés ont reconnu qu'il existait d'importants domaines de collaboration possible.

168. Il a été proposé d'envisager les domaines de collaboration suivants:

- a) **Acquisition de documents:** les documents rassemblés au niveau central ou à travers le réseau de l'une des deux banques de données pourraient être photocopiés ou microfichés et mis à la disposition de l'autre. Les deux banques de données pourraient partager les centres nationaux de convergence et contribuer à leur renforcement.
- b) **Echange de données:** condition préalable à toute collaboration, la compatibilité des systèmes peut être un obstacle à surmonter. La Direction des services informatiques de la BAD met actuellement au point une stratégie d'informatisation des activités de la Banque et, avec des ordinateurs Wang, élabore des systèmes sur une grande échelle dans des domaines comme la comptabilité, la gestion des prêts et la gestion des projets en utilisant une technologie américaine. Le Centre d'information applique depuis trois ans un programme d'informatisation utilisant une technologie française. La décision quant au choix du matériel et des logiciels à utiliser par la banque de données sur la femme et le développement sera prise après examen du rapport de la consultante, et il a été suggéré que la compatibilité avec le système PADIS soit un facteur déterminant. Cette question a été soulevée lors des discussions avec la consultante de la BAD chargée de définir les spécifications relatives à la banque de données de la BAD, compte tenu du fait que la BAD est membre du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information dans les institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA.
- c) **Echange de produits, ou mise au point de produits communs:** par exemple, le Bureau Femmes et développement de la BAD et le Réseau africain d'information pour la femme prévoyant tous deux de publier un bulletin, il pourrait y avoir échange d'informations.
- d) **Utilisation des services du PADIS:** Le PADIS pourrait former le documentaliste de la BAD aux méthodologies du PADIS et à la gestion informatisée de l'information.

169. La consultante de la BAD n'étant pas rentrée de sa mission, il était trop tôt pour que la Banque prenne des engagements en vue d'une collaboration future; toutefois, le Vice-Président de la Banque, responsable du Bureau Femmes et développement, ainsi que les cadres supérieurs de ce Bureau et du Centre d'information étaient tous favorables à l'idée de travailler en collaboration avec le Réseau africain d'information sur la femme (AFRIFEM) afin d'optimiser la disponibilité et l'accessibilité de l'information et des données sur la femme et le développement.

## VII. CONCLUSIONS

170. A l'issue de leur enquête, les deux consultantes sont parvenues à la conclusion qu'incontestablement, la création d'un réseau d'information et d'une banque de données pour la femme et le développement était éminemment souhaitable et répondait à un besoin urgent dans chacun des pays visités, malgré les différences de culture, de traditions, de religion, de taille de la population, de stratégies d'intégration de la femme au développement et d'infrastructures d'information.

171. Les sources d'information dans les pays visités étaient variables quant à la richesse de la documentation disponible et quant au degré de complexité de leurs systèmes, et donc de l'accessibilité des données sur la femme. En Egypte, une longue tradition dans la construction de bibliothèques et l'introduction de technologies modernes avaient eu pour effet de rendre disponible une quantité considérable d'informations sur la femme. Les autres pays étaient en train de constituer leurs collections et étaient à différentes étapes de leur processus d'informatisation; celui-ci avait été ralenti, au Sénégal et au Burkina Faso, par l'incidence de la sécheresse sur les budgets nationaux. Différents pays donateurs et institutions internationales finançaient la formation de personnel dans le domaine des sciences de l'information et de l'informatique, et ce personnel faisait preuve d'un grand enthousiasme à l'égard des systèmes d'information automatisée.

172. Dans les quatre pays, les centres d'information et de documentation en étaient au stade de la planification ou de la mise en place, et avaient pour objectif non seulement de soutenir les activités d'un bureau de la femme dans un ministère, mais également de satisfaire les besoins nationaux en matière d'information. Au Botswana, le bureau était installé au sein de la Direction de la culture, de l'état civil et de l'action sociale du Ministère du travail et de l'intérieur; dans les autres pays, les bureaux étaient situés dans les ministères des affaires sociales. Au Burkina Faso, l'organisation nationale des femmes prévoyait également de créer un service de documentation. Les centres d'information sur la femme financés par le gouvernement recevaient, ou cherchaient à recevoir une aide d'institutions des Nations Unies comme UNIFEM, le FNUAP et le PNUD.

173. Le fait que les centres d'information sur la femme soient à l'ordre du jour dans tous les pays montre à quel point tout le monde est conscient de l'insuffisance des sources actuelles d'information. Les problèmes de disponibilité proviennent du manque de données, en particulier de données statistiques concernant spécifiquement les femmes, tandis que les problèmes d'accessibilité résultent essentiellement de la dispersion des informations sur les femmes, tant au sein des organismes qui produisent les données que dans les bibliothèques et centres de documentation. L'accès est également entravé par le peu d'attention que l'on porte à la présentation des données sous des formes adaptées à des groupes particuliers d'utilisateurs.

174. Les bibliothécaires et documentalistes ont tous fait état de la demande importante et croissante d'information sur la femme. Les principaux domaines d'intérêt concernent : les statistiques dans tous les domaines; les informations sur l'intégration de la femme dans le développement rural; le rôle de la femme dans la production et la transformation alimentaire; la formation des femmes en matière de gestion et de commercialisation; le rôle de la femme dans la famille; l'éducation et la santé des femmes. Les informations relatives à la condition juridique et aux droits de la femme étaient moins demandées.

175. Les spécialistes de l'information ont fait des efforts remarquables pour répondre à ces demandes inhabituelles de documents généralement dispersés dans leurs systèmes de classification. De nombreux centres ont commencé à regrouper la documentation sur les femmes en un même endroit sur les étagères; cependant, au Centre d'information de la Banque africaine de développement à Abidjan, la décision inverse a été prise, à la demande du Bureau Femmes et développement. Parmi les autres initiatives, on peut citer la constitution de dossiers de documents non publiés, l'introduction d'un descripteur ou d'une catégorie sur la femme et le développement, et la production d'index ou de bibliographies sur l'intégration de la femme au développement.

176. Le projet de Réseau africain d'information pour la femme (AFRIFEM) a soulevé un grand enthousiasme tant auprès des utilisateurs que des organismes produisant des informations sur l'intégration de la femme au développement, ces organismes étant eux-mêmes des utilisateurs pour le compte de leurs clients. Presque tous les utilisateurs estimaient que les produits et services proposés les aideraient dans leur travail et apporteraient une contribution appréciable aux efforts nationaux relatifs à la promotion de la femme. Certaines des personnes interrogées avaient du mal à choisir entre les services et produits proposés ceux qui les intéressaient le plus. Lorsque des préférences étaient exprimées, elles ne variaient guère d'un pays à l'autre. Toutes les catégories d'utilisateurs, qu'il s'agisse de dirigeants, de planificateurs et d'administrateurs de programmes, de représentants d'institutions multilatérales, de chercheurs ou des sources d'informations, accordaient une grande importance à l'existence de données et informations comparatives sur des questions spécifiques concernant la femme, ainsi qu'aux statistiques et aux services d'information sur les projets. Les agences d'exécution portaient un grand intérêt au répertoire des organismes donateurs s'occupant d'intégration de la femme au développement. Les documentalistes, bibliothécaires et chercheurs étaient plutôt attirés par la base de données bibliographique proposée. Les utilisateurs isolés, de leur côté, s'intéressaient particulièrement au bulletin d'information.

177. Il est apparu clairement, à l'issue des deux missions, que la banque de données et le réseau proposés complèteraient et renforceraient les efforts actuellement entrepris en vue de :

- a) Renforcer les mécanismes nationaux et les centres de convergence;
- b) Mettre en place les centres et réseaux nationaux d'information sur la femme;
- c) Développer les échanges de données et d'informations relatives à la femme et au développement entre les pays.

L'accès aux données et informations serait ainsi facilité, ce qui favoriserait la recherche et entraînerait une meilleure compréhension des besoins, aspirations et priorités des femmes africaines et aboutirait, en dernier ressort, à améliorer la formulation des politiques, plans et programmes de développement.